

Le magazine de l'amitié entre les peuples

Différences

M 1430 - 78 - 20 F - 150 DINARS
MAI 1988 - N° 78 - MENSUEL - ISSN 0247-9095

**NOUVELLE-
CALEDONIE :**
la poudrière

MARSEILLE :
Train d'enfer

LIVRE :
Le Mythe national

**Un peuple
oublié de
l'histoire :
LES KURDES**

mr
ap

**Le plus beau jour de votre vie au
Country Club
de Grande Romaine**

dans un parc de 30 ha avec piscine chauffée, tennis,
à 25 minutes de Paris par autoroute A4.
Ouvert toute l'année
Tél. 002.26.01/21.24/21.28 - 77330 Lésigny

La chambre des mariés est offerte par l'établissement

Spécialiste du lunch dînatoire chaud et froid à discrétion



2 salles autonomes s'ouvrant
sur le parc et la piscine.
Sono, disc-jockey
inclus dans nos forfaits.
Hôtel *** NN, 90ch. - Parking gratuit.



Accès
Par l'autoroute A4 (20 km) sortie Val Mauboué Nancy par
RN 4 et direction Bré Comte Robert A 8 km. Tourner à
gauche vers Leslogny et suivre nos flèches jusqu'au parking



LA BAGAGERIE

Signe la Mode du Sac

12 RUE TRONCHET - 742.53.40
41 RUE DU FOUR - 548.85.88
74 RUE DE PASSY - 527.14.49
TOUR MONTPARNASSE - 538.65.53
PARIS

LYON - LA PART-DIEU
NEW-YORK - 727 MADISON AVENUE
TOKYO - 5-5 GINZA

VITE,

JE M'ABONNE

A DIFFERENCES

200 F (1 an) 120 F (6 mois) 240 F (soutien)

Nom : Prénom :

Adresse :

Bulletin dûment rempli à retourner, accompagné d'un
chèque à :

Différences, service abonnements
89, rue Oberkampf, 75011 Paris.

Dédicacés !

1. *Mes rendez-vous avec le siècle*, de Pierre Paraf, éd. Messidor (95 F).
2. *L'Affaire Dreyfus*, de Pierre Paraf, éd. Droit Liberté (50 F)
3. *Un Français en apartheid*, de Pierre-André Albertini chez Gallimard (85 F).
4. *Vigilances*, de Marie Chambout de Lauwe, éd. La Ligue des droits de l'homme (80 F)

**Bon de commande aux éditions Droit et Liberté,
69, rue Oberkampf, 75543 Paris cedex 11.**

A dédicacer au nom de

titres 1 2 3 4 (entourer le numéro com-
mandé).

Frais de port en sus (1 livre 12 F, 2 livres 22 F). Franco de port
pour 3 livres commandés.

EDITO

A VOTE

Les Français votent. Les Français ont voté. Mais l'essentiel de ce que les candidats - élus ou pas - avaient à proposer l'a été pendant la campagne électorale.

Tiendront-ils parole ? *Différences* publiait le mois dernier les réponses des présidentielles au questionnaire que nous leur avons envoyé sur le racisme et l'immigration.

Chacun de nous, au fil des jours, aura mesuré l'écart entre les déclarations de principe et les positions prises durant la conquête des suffrages : certains candidats savent parler, ils savent aussi sentir le vent et flatter les sentiments électoralement payants.

Ainsi celui qui déclare dans nos colonnes être un antiraciste convaincu proclame à Marseille qu'il comprend les réactions de racisme. Ou celui dont le parti se déclare pour le vote des immigrés aux élections locales et qui affirme ne rien pouvoir faire tant la question lui paraît ardue. Que ces candidats appartiennent à des camps opposés n'est pas pour nous rassurer. Cela montre simplement que les antiracistes ne peuvent ni se contenter d'attendre les décisions d'en haut ni prendre pour argent comptant de vagues déclarations d'intention. Mais cela, n'est-ce pas, nous le savions déjà ?

Différences

Dernière minute, les résultats du premier tour viennent de tomber. Le score de l'extrême-droite raciste (près de 15 %) ne fait que renforcer les questions posées ici.

MAI

SOMMAIRE

Actuel 8 Nouvelle-Calédonie
Depuis deux ans, la droite caldoche fait la loi dans l'île. Les plus extrémistes se préparent au pire. Pour quand et jusqu'où ?

10 Marseille
Des graffiti racistes dans un lycée de Marseille. Banal, mais les enseignants, les élèves et les associations antiracistes n'ont pas raté l'occasion de se rencontrer.
CHERIFA BENABDESSADOK

16 Les Kurdes
Un peuple réparti sur plusieurs Etats et dont les aspirations nationales se heurtent, presque partout, à la répression la plus dure. Mais les Kurdes survivent, défendent leur culture, leur identité et leur liberté.
MARIE-JEANNE BERNA

ABONNEMENTS
1 an : 200 F.
1 an à l'étranger : 220 F.
6 mois : 120 F.
Etudiants et chômeurs, 1 an : 150 F.
6 mois : 80 F
(joindre une photocopie des cartes d'étudiant ou de pointage).
Soutien : 300 F.
Abonnement d'honneur : 1 000 F.
Algérie : 15 dinars. Belgique : 140 FB.
Canada : 3 dollars. Maroc : 10 dirhams.

Publicité au journal

Photocomposition
PCP, 17, place de Villiers,
93100 Montreuil. Tél. : 42.87.31.00

Impression Montligeon. Tél. : 33.83.80.22.
Commission paritaire n° 63634
ISSN 0247-9095.
Dépôt légal : 1987-12.

La rédaction ne peut être tenue pour responsable
des photos, textes et documents confiés.

Différences

Magazine créé par le MRAP
(Mouvement contre le
racisme et pour l'amitié
entre les peuples), édité par
la Société des éditions
Différences 89, rue Oberkampf,
75011 Paris. Tél. : (1) 48.06.88.00.

Culture 26 Musiques
Sara Alexander est une voix. Une voix qui remue et qui dérange. Elle est israélienne, elle chante la paix.
CHERIFA BENABDESSADOK

28 Le foot
C'est aussi de la culture. Surtout quand, en plus des pieds, les joueurs et dirigeants se servent de leurs têtes pour des rencontres pleines de couleurs et d'amitié.

Réflexion 30 Le mythe national
C'est un livre de Suzanne Citron. Un volume décapant où l'histoire et l'idéologie nationaliste divorcent.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Albert Lévy

REDACTION
Rédacteur en chef
René François
Secrétariat de rédaction-
maquettes :
Véronique Mortaigne
Iconographie
Joss Dray

ADMINISTRATION/GESTION
Loïc Le Guernigou

Ont participé à ce numéro :
Rabha Attaf, Cherifa Benabdessadok,
Laure Lasfargues, Yves Thoraval, Franck
Téruef, Christiane Dancie, Marie-Jeanne
Berna. Révision : Marina da Silva.

Couverture : Michel Setboun, (sipa).

29 mars 1988,
rue des
Petites-Ecuries :
l'hommage
à
Dulcie
September



SIPA

■ ROMPRE AVEC BOTHA

Dulcie September assassinée à Paris, c'est à l'évidence un mauvais coup des commandos ou des mercenaires du NIS sud-africain, les redoutables services secrets de l'apartheid. Il faut être Pandraud pour aller chercher la piste du règlement de compte interne à l'ANC et dénoncer Dulcie September comme une terroriste victime d'autres terroristes. Stupidité ou duplicité ?

On sait aujourd'hui que les services secrets sud-africains font une guerre à outrance à l'ANC et à ceux qui luttent avec elle contre l'apartheid. Dans les bantoustans au Mozambique, en Tanzanie, en Belgique, en Grande-Bretagne, attentats meurtriers et tentatives d'enlèvements se sont succédés ces dernières semaines. Les tueurs « Z » des services spéciaux sud-africains ont été repérés à Londres. Les services britanniques ont donné l'alerte. Rien n'a été fait. Les Belges avaient donné les noms d'agents sud-africains en Europe. Rien n'a été fait. Les services sud-africains ont des liens avec les services occidentaux, en particulier avec le SDECE français très actif en Afrique. Le Figaro l'a écrit sans être démenti.

L'hebdomadaire la Lettre de l'Océan Indien a affirmé que l'ordre de ne pas renouveler le titre de séjour de Dulcie Sep-

tember avait été donné... On sait que Dulcie avait demandé, selon ses amis, une protection policière. Elle ne l'a pas obtenue. Une note portant des informations précises sur les locaux parisiens de l'ANC circulait à Paris. Pour qui ? On a appris qu'un fonctionnaire, collaborateur de Charles Pasqua, porte aussi la casquette de responsable du **Courrier austral parlementaire**, ouvertement financé par le gouvernement sud-africain...

Beaucoup d'éléments qui laissent à penser que les Sud-Africains disposent dans l'appareil d'Etat de solides amitiés ou relais. Il semble bien que les services spéciaux de Botha font à peu près ce qu'ils veulent en France : finançant des journaux, invitant des parlementaires français heureux de ne rien voir là-bas, multipliant les officines de « rencontres », d'« amitié » et de « tourisme », faisant tuer leurs opposants à travers le monde, sans problème.

A Paris, on se sera contenté de réagir en convoquant l'ambassadeur pour lui faire part de la « préoccupation » de l'Elysée. Mais le lendemain même du meurtre, quand des militants antiapartheid vont occuper les locaux commerciaux sud-africains, on trouve là assez de police pour les matraquer, les charger arme au poing, en ar-

rêter quelques dizaines et faire quatre-vingt-sept blessés.

Il est vrai que l'Afrique du Sud ne peut pas être mécontentée : trois milliards d'importations en 1986 ; les plus grandes banques françaises y ont de larges intérêts ; des armes lui sont vendues discrètement et l'appui français aura été déterminant pour la construction de la centrale nucléaire de Koeberg. Les officiels sud-africains sont, enfin, reçus régulièrement à Paris.

A côté de tous ces intérêts, la vie de quelques militants antiapartheid ne pèse pas lourd et la défense des droits de l'homme vue de chez Malhuret reste sans voix. Dulcie assassinée le 29 mars, quatre personnes tuées la veille au Botswana, sept pendues peu avant et six autres qui attendent leur sort à Sharpeville, sans compter les centaines de morts, chaque année, dans les manifestations : l'apartheid tue et les silences des gouvernements occidentaux en font des complices.

A Paris, le 9 avril, des milliers de Parisiens ont accompagné la dépouille de Dulcie September. Peu la connaissaient, mais tous entendaient dire leur horreur du régime sud-africain. Et qui osera encore affirmer que la rupture des relations commerciales et diplomatiques n'est pas urgente ? □

■ RUGBY : LE POSSIBLE BOYCOTT

L'International Board, la plus haute autorité du rugby mondial, n'en finit pas avec ses tentatives de réinsérer l'Afrique du Sud dans le monde sportif. Il a récemment autorisé une sélection internationale (France, Nouvelle-Zélande, Australie et Argentine) à disputer deux matchs cette année au pays de l'apartheid, avec une autre tournée l'an prochain.

Réaction du patron du rugby sud-africain : « C'est de bon augure pour une éventuelle participation de nos joueurs à la prochaine coupe du monde... une décision extrêmement courageuse qui mérite notre gratitude. » On ne saurait mieux dire que les dirigeants mondiaux du rugby sont une bouée de sauvetage pour les dirigeants racistes.

Du courage ? Non, plutôt de l'inconscience ou de la provocation : vingt-deux pays africains avaient boycotté les jeux Olympiques de Montréal après une opération similaire des Néo-Zélandais. Ils ont annoncé un boycott identique à Séoul si la tournée était maintenue. Au plan sportif, cela stériliserait toutes les courses de plat au-dessus de 800 m. les champions du monde en titre faisant défaut. Ces épreuves n'auraient plus

le moindre intérêt. Sans parler des risques d'éclatement du mouvement olympique. Le président du rugby français, Albert Ferrasse, soutient le projet de tournée : « J'ai lu récemment que 900 000 touristes étrangers s'étaient rendus l'an dernier en Afrique du Sud. Pourquoi se scandaliser si, cette année, il y en aura 900 030 ? » L'innocent ! Une recommandation, monsieur Ferrasse : lisez le livre de Wynand Claassen - ancien capitaine des Springboks - vous y apprendrez que le rugby sud-africain est tenu par le Broederbond, société secrète d'extrémistes racistes blancs. Vous y verrez que 3 % seulement des licenciés de la fédération sont des « non-Blancs » (des métis en fait), que les Noirs ne peuvent jouer et que même les Blancs anglophones sont écartés au profit des seuls Afrikaners.

Et ces gens-là ont intérêt à effondrer la mêlée, pas à laisser vivre le ballon. Le grand Blanco a été une fois en Afrique du Sud, il a compris. Il a annoncé qu'il n'irait pas là-bas servir d'alibi. C'est vrai que si Serge Blanco est le meilleur arrière du monde, c'est aussi un homme. □



Blanco :
Plus jamais
en Afrique
du Sud

■ DES HELICOS POUR PINOCHET

En 1981, une des mesures prises par le gouvernement Mauroy bloquait toute livraison de matériel militaire au régime chilien. Pinochet se voyait privé d'armes françaises pour opprimer son peuple. L'embargo n'a jamais été levé. Or, une revue américaine vient de révéler, sur la base d'un rapport de l'International Institute for Strategic Studies que des livraisons d'hélicoptères ont été faites récemment par les Français.

La France aurait vendu, pour plus d'un milliard de francs, huit hélicoptères Super Puma ou Dauphin à Pinochet. Et ce n'est peut-être pas la première fois. Une première vente aurait permis au Chili d'acquérir des Super Frelons.



Pinochet : content !

Ces engins peuvent être équipés de missiles, torpilles ou radars, mais les militaires chiliens sont en mesure d'adapter sur ces appareils plusieurs types d'armes, en fonction de leurs besoins. Devinez lesquels... □

■ QUELLE CUISINE !

400 jeunes cuisiniers du monde entier (enfin, presque) se sont retrouvés à Johannesburg pour un concours international. La cuisine française fut couronnée comme il se doit (?) en la personne de Fabrice Gomet qui l'emportait devant un jeune Sud-Africain. Le vainqueur, qui a reçu 5 000 F, est cuisinier chez une de nos grandes toques, Paul Bocuse. L'histoire ne dit pas quel fut le plat mitonné par le vainqueur. Ni la recette utilisée : au sang ou à l'étouffée.

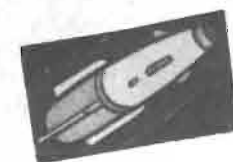
■ SALES BETES

Quatre millions d'hectares sont menacés par l'invasion des criquets déferlant actuellement sur l'Afrique du Nord. Une menace terrible pour des pays qui vivent essentiellement sur l'agriculture. Chaque criquet dévore chaque jour son poids de verdure. Des essais de 400 kilomètres carrés ont été vus en Tunisie. A cinquante millions de bestioles du kilomètre, on imagine les dégâts.

Selon la FAO, la lutte contre les acridiens coûtera cette année cent cinquante millions de dollars aux pays d'Afrique. L'aide française se limite pour l'instant à deux millions six cent mille francs... □

■ LES OGIVES DE TEL-AVIV

Mordechai Vanunu, technicien atomiste israélien, a été reconnu coupable de « trahison et d'espionnage ». En 1986, il avait révélé dans la presse anglaise qu'Israël possédait deux cents ogives nucléaires et était donc la sixième puissance nucléaire du globe. Ces révélations n'en étaient d'ailleurs pas, car nombre d'experts avaient déjà affirmé qu'Israël possédait une force de frappe nucléaire. Attiré à Rome et enlevé



par les services secrets israéliens, le technicien est emprisonné depuis le 30 septembre 1986. Il a toujours affirmé que son but était d'alerter ses concitoyens et l'opinion internationale sur les risques de telles armes. Depuis deux ans, il est isolé, au secret, filmé constamment par une caméra. Il purgera dix-huit ans de prison pour avoir dit une vérité. □

L'HISTOIRE EST PLUS

C'est l'impasse. Une répression qui se développe de plus en plus largement, une résistance qui se durcit, un bilan qui s'alourdit. Il n'y a, clairement, de solution que politique. A Bruxelles, des responsables palestiniens rencontraient le mois dernier des Israéliens dont Abba Eban.

Les territoires bouclés durant trois jours, de plus en plus de tués, les écoles et universités fermées, l'agence de presse palestinienne fermée, les journalistes écartés, voire agressés, par les militaires israéliens... C'est, de fait, l'état de siège permanent.

La répression s'élargit, touchant même les citoyens israéliens : le quotidien communiste a été suspendu une semaine. C'est la première fois dans l'histoire du pays. « *Du terrorisme politique* » a déclaré le PC israélien. Mais rien n'y fait, la Journée de la terre qui marque depuis 1976 le refus des Palestiniens de se voir spoliés de leurs terres a été marquée de grèves, de manifestations puissantes. La répression a fait dix-sept morts de plus durant cette semaine. Car le gouvernement d'Itzhak Shamir se raidit : refus de toute discussion, menace d'expulsion des Arabes israéliens, refus de négocier le plan Shultz qui n'accepte pourtant pas la participation de l'OLP.

La situation est bloquée et le plan Shultz n'est jamais que l'expression de l'inquiétude américaine devant cette intransigeance forcée de Shamir qui pourrait conduire à toutes les catastrophes. « *Nous sommes les plus forts et notre force nous autorise à peu près n'importe quoi* », semble-t-il penser. Mais jusqu'où ?

Jusqu'à présent, jouant sur le thème « *d'Israël menacé dans sa survie* », la droite israélienne a pu obtenir un fort soutien de l'opinion. Mais de plus en plus nombreux sont ceux



Cisjordanie, avril 1988 : La sécurité des uns et des autres...

qui se rendent compte de l'impasse que représente pour leur pays cette fuite en avant. Silencieux jusqu'à présent, le patriarche catholique de Jérusalem a estimé que le soulèvement des Palestiniens était une « *réaction naturelle* » et a demandé un référendum dans les territoires occupés. Mille six

cents officiers de l'armée israélienne affirment dans une pétition : « *La poursuite de l'implantation coloniale, le maintien de la situation actuelle et l'idéologie du Grand Israël deviennent dangereux pour notre sécurité.* »

Quant à la Knesset, les députés les plus extrémistes procla-

maient : « *Il faut tirer pour tuer et il ne suffit pas de tuer, les Arabes doivent être expulsés en masse* », la députée juive israélienne Shulamit Aloni répondait : « *Si les Palestiniens sont expulsés comme on les en menace, il y aura, chez nous, une guerre civile entre juifs. Les chasseurs d'Arabes nous trouveront devant eux.* »

L'affrontement, l'éclatement de la société israélienne causés par l'intransigeance bornée de quelques dirigeants ? Le risque existe. L'espoir est ailleurs. A Bruxelles, personnalités israéliennes et palestiniennes se retrouvaient pour un autre avenir que la répression et l'implosion.

Côté palestinien, il y avait là Hana Siniora et Faez Abu Rachmé, considérés comme proches de l'OLP et venus de Gaza et de Jérusalem : « *L'OLP aujourd'hui n'est pas l'OLP de 1964. L'OLP est en faveur de la paix, d'un accord, de négociations. Oui, comme dans toute organisation et comme auprès de toute population, nous avons nos durs, mais nous avons aussi nos modérés qui disent qu'il nous faut maintenant négocier avec l'ennemi.* »

Nous comprenons fort bien que la sécurité a une grande signification pour Israël... Néanmoins la sécurité ne peut être réalisée que s'il y a la paix entre les Palestiniens et les Israéliens. La meilleure sécurité, c'est celle qui découle des relations pacifiques entre deux nations et c'est là l'effort que nous devons faire. Il faut que les deux nations, les deux peu-

LENTE QUE L'ESPOIR...



... ne peut se réaliser que dans la paix !

ples qui vivent dans le même pays commencent à coopérer de façon pacifique, empreints d'une attitude positive, dans laquelle l'identité nationale des uns et des autres soit pleinement reconnue... Il n'y a pas d'alternative à l'OLP. Aujourd'hui les Palestiniens sont unis derrière l'OLP. Israël le sait... Donc tel est notre message aujourd'hui. Nous voulons la paix dans l'honneur, dans la dignité, nous voulons vivre en paix avec l'Etat d'Israël. »

A ces propos d'ouverture, Abba Eban, ancien ministre et président de la commission des affaires étrangères et de la dé-

fense à la Knesset, répondait, lui aussi, par l'ouverture : « *...Nous voulons tous la paix, nous voulons un certain degré de reconnaissance mutuelle et nous considérons que le statu quo est intenable et intolérable... Il y a un changement authentique dans le vocabulaire palestinien. Lorsque Hana Siniora nous dit que l'OLP de 1988 n'est pas l'OLP de 1964, c'est là, en effet, l'élément essentiel. Les Israéliens vivent comme si la position palestinienne était encore celle de 1964. Comme si la Charte de l'OLP était encore un document valable... Il faut reconnaître qu'il y a eu un change-*

ment... Il faut éclaircir les choses. Il est vrai que l'histoire est beaucoup plus lente que l'espoir. Il est vrai aussi qu'elle vient rarement par les chemins où on l'attend. Mais les forces de paix qui se mettent en marche ici vont incontestablement infléchir son cours. Cette marche sera lente, elle sera longue et elle sera difficile, mais je suis convaincu que ceux qui sont venus ici repartent avec plus d'espoir... »

Abba Eban est un homme important en Israël. Ses interlocuteurs palestiniens ne représentent pas qu'eux-mêmes. Tout le monde le sait. Leur rencontre est un nouveau signe



sur une piste possible, conciliant les intérêts des deux peuples. Quels hommes politiques israéliens sauront prendre cette voie de la négociation et comprendre qu'il ne suffit pas de nier un problème pour le résoudre ?

■ NOUVELLE-CALEDONIE : LA POUDRIERE

Depuis mars 1986, épaulés par Bernard Pons, les durs du RPCR font ce qu'ils veulent en Nouvelle-Calédonie, avec l'aide de l'armée et d'une justice dont le procès de Hienghène — acquittement général pour un massacre de militants kanaks — a révélé la complicité.

Le RPCR tient le pouvoir local, contrôle l'administration, distribue les postes, contrôle les médias ou casse la gueule aux journalistes, développe le clientélisme à tout va et sème la provocation et la zizanie partout en utilisant, par exemple, l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier pour spolier les Kanaks. La présence militaire française est telle que les Kanaks vivent littéralement en territoire occupé. Soldats et gendarmes interviennent partout et dans toutes les affaires et sont, pour les Kanaks, le seul visage de la France : 11 000 hommes pour 75 000 Kanaks, femmes et enfants compris.

Les ratissages sont systématiques, la violence quotidienne. Chacun sait qu'Eloi Machoro fut abattu froidement par les tireurs d'élite, que ce ne fut pas une bavure. Le gouvernement français laisse faire, il encourage ses amis du RPCR et prépare discrètement de nouvelles institutions où le peuple kanak ne serait plus reconnu comme « *peuple d'origine* ». Cela ne suffit pas aux ultras de la droite locale. La peur d'une réélection de François Mitterrand, qui a qualifié la situation calédonienne de « *coloniale* »,



fait craindre aux Caldoches la perte de leur pouvoir absolu. Alors ils s'organisent.

Jacques Lafleur, le manitou RPCR, annonce la couleur : « *Si les socialistes reviennent, alors il faudra que nous menions un autre combat... Nous, nous prendrons les grands moyens...* » Lesquels ? Réponse d'un de ses supporters dans *Le Figaro* : « *Nous proclamerons l'indépendance et elle ne sera pas kanak-socialiste... Nous attendrons que la France redevienne vraiment la France pour demander notre retour dans la République...* »

Vantardises ou délires, pas sûr. Il existe en Nouvelle-Calédonie un groupe clandestin armé et organisé, avec des ramifications dans la police, l'armée et l'administration. Quarante-sept attentats terroristes en trois ans et demi : bombes, incendies, voitures piégées avec en cible privilégiée les indépendantistes.

Dans un document interne de ce groupe, la consigne est clairement donnée : « *Abattre les leaders connus, coordonner les*

actions... ratissage complet... violence extrême... » Bref, on prépare un coup à la rhodésienne : indépendance et pouvoir blanc.

Dans une lettre au président de la République, Jean-Marie Tjibaou tire la sonnette d'alarme : « *Français et Kanaks sont considérés comme des adversaires. De plus en plus, ils vont devenir ennemis. A moins que vous acceptiez de tracer avec nous un chemin de liberté pour le peuple kanak et pour tous ceux qui habitent la Nouvelle-Calédonie...* » Et il faut faire vite : les atteintes aux droits des Kanaks, les vexations, le climat militarisé, l'humiliation quotidienne, le non-respect des traditions et des coutumes, la spoliation des terres, l'injustice permanente, le chômage, les menaces et les coups de fusils ont fait naître chez certains Kanaks l'idée qu'il ne servait à rien de discuter ou de négocier.

La poudrière est en place. Les tenants de la manière forte dans le RPCR ont créé une situation telle que tout est possible. □

■ ADIEU MURUROA, BONJOUR FANGATAUFA

Mururoa est malade, ébranlé par les multiples essais nucléaires français. Alors on change d'atoll. Le vice-amiral Thireaut (directeur du Centre expérimental du Pacifique) a annoncé que les prochains tirs, plus puissants, seront effectués à Fangataufa, à une quarantaine de kilomètres de l'ancien site. Utilisé comme site secondaire jusqu'en 1975, ce nouvel atoll remplacera donc Muru-

roa dont la structure est fragilisée par quatre-vingt-dix explosions nucléaires en dix ans. « *L'intégrité de la structure des calcaires coralliens a été altérée par fissuration, tassement et glissements sous-marins* », constatait en 1983 le professeur néo-zélandais Atkinson. Des effondrements sous-marins ont fait déferler des raz de marée sur l'île. Les autorités françaises avaient, à

l'époque, écarté tout risque. Aujourd'hui, il faut déménager, c'est donc que les risques existent. Après avoir usé Mururoa et fait courir des risques de contamination à tout le Pacifique Sud, les responsables français persistent et signent à Fangataufa : ce sont des explosions de 130 kilotonnes (quatre fois Hiroshima) qui vont y être testées. Avec les mêmes risques. □

■ Délit d'opinion à Nouméa

Paul Naud est en prison depuis le 25 février à Nouméa. Il est accusé d'avoir participé à la prise d'otage de neuf gendarmes. Son dossier est vide. Alors ?

Alors, tout simplement, il ne fait pas bon être blanc et pro-indépendantiste déclaré en Nouvelle-Calédonie.

Dans une lettre à un ami, Paul Naud raconte l'arrivée des gendarmes chez lui, la fouille (sans mandat) de sa maison, les cinq heures d'interrogatoire, la nuit passée sur une chaise, les insultes.

« ... A la caserne de Nouméa, on m'appelait le « pourri » et mes camarades kanaks « les singes »...

Le juge d'instruction, Mme Rondreux « s'est montrée particulièrement agressive et à peine étais-je entré qu'elle m'a traité d'extrême-gauche, d'agitateur et d'instigateur de l'affaire :



manifestement son opinion et son jugement étaient déjà établis. »

Il y a deux mois, un chercheur de l'ORSTOM avait été déplacé de son poste calédonien pour avoir pensé que les Kanaks n'avaient pas forcément toujours tort. Paul Naud est en prison pour avoir été pro-indépendantiste. Des dizaines de militants FLNKS sont passés par les prisons du territoire pour leurs opinions. D'autres ont été purement et simplement abattus. La démocratie française voyage décidément très mal dans le Pacifique. □

■ LONGUE ATTENTE POUR MALIK

L'instruction de l'affaire Malik Oussékine commence à être longue. Voici dix-huit mois que le jeune étudiant est mort, victime de la brutalité des policiers d'une brigade de motocyclistes.

A ce jour, aucune reconstitution n'a eu lieu. Mais le juge Jeannin, chargé de l'instruction du dossier, vient de demander une nouvelle expertise sur les circonstances et les causes de la mort de Malik. Le premier rapport s'étendait longuement sur la maladie rénale et les activités de la victime dans les jours précédant sa mort, sans s'intéresser beaucoup aux circonstances violentes du décès.

Il apparaissait que Malik Oussékine risquait « *la mort subite* », le « *choc émotionnel* », « *la gêne respiratoire* » dans la « *course en montée* » de la rue Monsieur-le-Prince. Les coups de matraques et de pieds n'étant qu'accessoires.

Quatre nouveaux experts ont donc été nommés qui, dix-huit mois après les faits, devront répondre à des questions précises : les violences subies par Malik ont-elles joué un rôle dans sa mort ? Si oui, lequel par rapport à d'autres facteurs éventuels ? Ce rapport est à remettre sur le bureau du juge le 30 juin 1988. Après les élections. □

■ Folklo

Le Pen participait début avril à une rencontre européenne de la jeunesse, la sienne. Avec délégations de groupes d'extrême-droite italiens, espagnols ou allemands.

Que croyez-vous qu'il advint : un grand banquet où l'on se mit à chanter l'hymne fasciste espagnol ou des chants militaires allemands. Explication des responsables du FN qui ont dû regretter d'avoir invité la presse : « Ce sont des chants folkloriques. Ils ont un peu bu. Rappelons que cette excuse a déjà servi à Assas, ou des nazillons avaient chanté des chants nazis. Le FN n'y avait entendu que des chants traditionnels et... » Petit papa Noël. »

■ MOON PRESIDENT VIA LE PEN ?

Le candidat des chrétiens intégristes et des nationalistes farouches reçoit dans sa campagne de bien curieuses aides. Curieuses, mais très utiles. Selon le *Canard Enchaîné*, la secte Moon vient de transformer le nouveau siège de sa branche politique Causa (rue de Chatillon, à Paris) en permanence électorale lepéniste. Magnétoscope avec discours du chef, piles de tracts ou de discours à distribuer, affiches lepénistes sur les murs, militants affairés, colleurs d'affiches... « *Notre activité sera entièrement consacrée à Le Pen jusqu'en mai* », assure innocemment le Mooniste de service.

La secte — dont on sait qu'elle est immensément riche, les Moonistes travaillant quasi gratuitement — est d'ailleurs très active en France ces temps-ci. En utilisant des paravents associatifs, elle cherche à s'infiltrer un peu partout. Hier, c'était une rencontre sur *Le dilemme dans l'Art*, en septembre se sera un *Séminaire international sur l'Europe*.

■ Une conscience s'est éteinte

« Ma vie entière a été une lutte entre l'activiste et l'écrivain... » disait l'an dernier Alan Paton, l'écrivain sud-africain récemment décédé.

En 1948, il avait écrit, après avoir travaillé des années à Soweto « *Pleure, o mon pays bien aimé* », un des premiers ouvrages critiquant la situation faite au peuple noir d'Afrique du Sud.



Sung Myung Moon

Beaucoup d'argent circule dans ces affaires. La secte vient de s'offrir le Trianon-Palace (quatre étoiles) à Versailles, de nouveaux locaux au Palais Royal et rue de Chatillon, le château de Bellinglise... En France, le vrai patron, c'est Pierre Ceyrac (également responsable de Causa-Europe) et le neveu de l'ancien président du CNPF a beaucoup voyagé récemment : en Uruguay où la secte est richissime, aux Philippines, en Corée du Sud (où la secte a son siège et possède de nombreuses usines)...

Les ramifications vont jusqu'au Japon, autre point fort de l'organisation. Au Japon, le chef de Moon s'appelle M. Kuboki. C'est le même Kuboki que l'on retrouve parfois dans les réunions électorales de Le Pen, et encore le même qui figure dans son comité de soutien. Tout comme le Ceyrac patron français de la secte est le même que celui qui siège au Parlement européen pour... le Front national ! Pas de problème, tout ça tourne très rond et, selon le *Canard*, les ronds tournent pas mal aussi.. □

Toute sa vie, Alan Paton aura été un adversaire acharné de l'apartheid, intellectuel n'hésitant pas à descendre dans l'arène politique avec son parti libéral qui luttait dans les années 50 et 60 contre la mise en place progressive des lois d'apartheid. En 1960, on lui retira, pour dix ans, son passeport.

Depuis, jamais son soutien au

combat antiapartheid ne s'était démenti. Pendant trente ans, l'activiste l'emporta sur l'écrivain. Les deux mêlés laisseront sans aucun doute le souvenir d'un homme complet, véritable grand écrivain, « *politicien amateur* » comme il le disait, en tout cas homme de conscience.

LA JEUNESSE ÉTUDIANTE CHRÉTIENNE FACE AU NAZISME ET A VICHY 1938-1944

Alain MICHEL

Préface de René RÉMOND

Cette étude révèle à quel point la J.E.C. s'est opposée au National-Socialisme, à la fois stigmatisé comme menace pour la chrétienté et péril pour la démocratie. Un livre qui comble une lacune de notre historiographie et fait revivre l'un des principaux mouvements d'Action Catholique.

ISBN 2-85939-299-8. 318 p., broché, 160 x 240, 180 FF



PRESSES UNIVERSITAIRES DE LILLE

Rue du Barreau. B.P. 199.59654 Villeneuve d'Ascq Cédex. France. ☎ 20.91.68.24

TRAIN D'ENFER

Marseille supporte difficilement d'être vue comme la ville la plus raciste de France, le fief du Front national. Alors, quand les antiracistes marseillais descendent dans un lycée pour un après-midi antiraciste, *Différences* est là.

M. J. B. semble amer. Il illustre pourtant son propos sur le racisme d'une bonne blague qui fait éclater de rire la vingtaine d'élèves qui l'écoutent : « Ça se passe dans une salle d'attente d'hôpital. Plusieurs personnes, dont une vieille dame, attendent l'arrivée du médecin. Un homme, un Noir, pénètre dans la pièce et se dirige vers la porte qui donne sur le cabinet de consultation. La dame se précipite vers lui, l'agrippe et crie : « Toi comprendre, moi première, toi derrière. » Et le monsieur de répondre tranquillement : « Moi docteur, toi comprendre ? »

M. J. B. n'est pas vraiment amer. Il commente avec un sourire ce cas d'espèce. Un cas d'ignorance et de préjugés. A l'instar de plusieurs de ses collègues, il anime un cours de formation civique au lycée technologique du Rempart à Marseille. C'est la première partie d'un après-midi un peu particulier, dont le second temps consiste en une animation en forums, assurée par plusieurs associations dont le MRAP, la LICRA, la Ligue des droits de l'homme, l'Association des anciens déportés. Dans cette ville-carrefour, le racisme a encore frappé, cette fois aux portes du lycée. Deux mois avant cette « mobilisation générale », des inscriptions antisémites nommément adressées à M. J. B., professeur d'anglais, choquaient la communauté scolaire de l'établissement. Mme B., l'épouse de l'enseignant « ciblé », elle-même enseignante et militante du MRAP, alertait Baya Jur-

quet, présidente de la Fédération des Bouches-du-Rhône. Le mouvement s'est aussitôt constitué partie civile, en même temps que des plaintes étaient déposées par M. B., le proviseur du lycée, le SNES et par soixante-dix personnes de la communauté scolaire.

Où est la race française ?

Cinq classes suivent donc un cours où les enseignants parlent de l'histoire de Marseille, des droits de l'homme, des fondements supposés (l'inégalité des races) et réels (les mutations socio-économiques) ainsi que l'idéologie fasciste du racisme. « Prenez l'annuaire du téléphone, s'exclame un professeur. Regardez les noms. Où est la « race » française, je vous le demande ! J'ai des beaux-parents d'origine italienne, et alors ! Ils sont d'ailleurs venus ici en passant par l'Afrique du Nord. Et puis, je suis sûr d'avoir du sang arabe ! Parce que les Arabes que Charles Martel a vaincus à Poitiers ne sont pas repartis. Ils ont fait souche ici même. » Un élève poursuit : « Dans cinquante ans, les Algériens seront complètement intégrés. » L'enseignant montre un fac-similé datant de 1903, signé par une Ligue de la patrie française, dont le propos est de décrire les « envahisseurs italiens de la Provence ».

Voilà ce qu'écrivaient les précurseurs de Le Pen concernant les parents, grands-parents et cousins italiens : « Ils volent les emplois. Ils sont sales et



Marseille : à la Porte d'Aix.

emplissent les hôpitaux. C'est l'armée du crime. C'est un complot : la race française sera débordée avant peu à Marseille. Il faut les chasser. Il faut les taxer. Il faut les empêcher de devenir français. »

Etrange similitude avec le discours anti-immigrés d'aujourd'hui : « colonisation » immigrée (dixit Le Pen), équation chômage/étrangers, délire sécuritaire, charters spectaculaires et expulsions discrètes et massives, jusqu'à la réforme du Code de la nationalité que certains veulent dans un sens plus restrictif.

Hier, les Lombards

« En somme, la Canebière n'est plus française », s'écrient éperdument les éternels affiliés de la xénophobie. Ceux-là qui poussaient au crime dans les années 1860 contre les Lombards qui émigraient à Mar-

seille, attirés par le développement industriel de la région. Les assassinats impunis, à l'issue de véritables chasses à l'homme, étaient compris et justifiés par la presse de l'époque soufflant sur le feu par la relation de faits grossis à l'envi sur les caractéristiques du « comportement violent » des Italiens dans les cafés de la... Canebière.

La couleur de la différence a aujourd'hui changé et aussi la cible du 22 Long rifle. En trois ans seulement (1973 à 1976), onze attentats racistes ont été perpétrés contre des ressortissants maghrébins ou d'origine maghrébine à Marseille ou dans la région (1). Dans un contexte chauffé à blanc par le Front national, le *Méridional* en rajoute et se demande, par le biais d'un courrier de lecteur, quand le MRAP va manifester « en signe de protestation contre les crimes commis contre des ressortissantes de la communauté européenne » (18.2.88). M. J. B., enseignant depuis dix ans au lycée du Rempart, n'est-il donc pas « européen » ? L'inscription « Juif au four » portée contre lui ne constitue-t-elle pas un appel à la haine, dont le crime est l'aboutissement ultime ? Ou bien l'implicite du discours raciste ne déclare-t-il pas, en creux, l'incompatibilité de l'identité juive avec le passeport européen ?

Sans esprit martyrologue, sans vouloir tomber dans l'amalgame, on a parfois mal à certaines formules abusives qui nourrissent les plus mauvais clichés, favorisent les comportements de rejet collectif. Un

exemple : le jour-même où se tient au Rempart l'après-midi civique, un article du *Provençal* titre : « Dans un foyer d'immigrés, le harki avait tué l'ancien du FLN » (24.3.88). Dans le corps de l'article, le lien entre l'histoire et le fait divers relève d'une vague hypothèse, et le harki « politique » s'avère un sombre criminel qui a auparavant tué sa femme à coups de couteau sur un lit d'hôpital. Ce caporal de l'armée française est ainsi décrit :

« Il parle doucement, avec cette timidité caractéristique des immigrés (sic) qui semblent s'excuser d'ouvrir la bouche. »

Et encore : « Le mauvais français de l'accusé et des témoins n'a pas facilité la tâche... Combien de lecteurs sensibles à la « thèse » de la non-intégrabilité des Algériens dans la société marseillaise auront été confortés par des mots pas méchants, pas racistes, mais un petit peu complaisants ? Revenons rue du Rempart, au lycée où 700 élèves et étudiants entre 16 et 25 ans, d'origines diverses, préparent soit un bac, soit un BTS. Pour M. Fouquart, le proviseur, face à « un acte d'intolérance, et du fait que nous avons non seulement à enseigner mais aussi à éduquer, il fallait réagir, apporter une information est là. Dans une salle, Jean-Luc Amar, du MRAP, présente et commente un montage de diapositives sur la montée du nazisme et le génocide des juifs. Une affiche électorale des législatives de 1938 en Allemagne montre Hitler entouré de deux jeunes enfants. Des magasins juifs boycottés et maculés d'étoiles de David, Berlin 1933... A côté, c'est le Dr Hissa, malien, qui parle biologie : « Génétiquement, il y a autant de différences et de ressemblances entre un Corse du Nord et un Corse du Sud qu'entre un Zoulou et un Suédois. » Manipulant l'humour aussi bien que les connaissances scientifiques, le toubib africain rappelle que l'Eglise catholique s'est longtemps demandé si les Noirs avaient une âme ! Puis il passe au sport et constate que « dans le 8^e arrondissement de Marseille, il y a plus de cours de tennis que dans le 14^e. Qu'est-

ce qu'on peut en déduire ? Tout simplement la probabilité suivante : le 14^e est moins susceptible de fournir des champions de tennis parce qu'il faut prendre le bus ou la voiture pour aller s'entraîner... »

Dans la cour, des élèves bavardent par petits paquets. Tous n'ont pas participé à la seconde partie de l'après-midi (qui n'était pas obligatoire). Sylvie, une étudiante de terminale, pense qu'il « y a des racistes au lycée. Parfois, ils font des remarques sur le fait qu'il y a pas mal de Nord-Africains et de Comoriens. On ne peut pas dire qu'il y a une mauvaise ambiance mais, de temps en temps, on sent des choses, des non-dits ».

Aujourd'hui, le train d'enfer

Parmi ceux qui sont partis et ceux qui ne sont pas venus se désolidariser de la mise à l'index antisémite, il y a certainement quelques élèves qui n'ont que le bac, et rien que le bac, en tête. Certains nous l'ont dit expressément. Mais, « il y a aussi ceux qui pensent que moins de juifs ou moins d'Arabes ici et là, ça ne ferait pas de mal ». Il faut bien reconnaître avec M. J. B. que « la rapidité, la spontanéité font partie de la qualité de la réponse. Deux mois, c'est trop pour riposter à l'événement ». Parce que ce n'était pas un simple graffiti, comme on a pu l'entendre ça et là. L'air du temps est effectivement porteur de relents de mauvaise qualité et l'antiracisme n'est pas encore un réflexe spontané de bonne santé publique.

Plusieurs indices ont d'emblée éloigné l'idée d'une vengeance personnelle : la multiplication des permanences du Front national dans le quartier Saint-Victor, un affichage du parti de Le Pen la nuit où l'inscription a été écrite sur le portail du lycée, la forme et la qualité des lettres : un travail de personnes expérimentées. Et puis, surtout, la révélation faite confidentiellement par des enseignants d'autres établissements que des inscriptions de même teneur ont, à plusieurs reprises, été découvertes et vite recouvertes de peinture. Tenace, M. J. B. refuse que l'on cache

l'agression raciste : « S'il y a un bouton sur le corps, explique-t-il à ses élèves, il faut aller voir où il se trouve et, s'il y a du pus dans le bouton, il faut percer. »

C'est sur un consensus du conseil d'administration du lycée que l'action d'information a été engagée. C'est aussi après une sorte d'examen de passage subi par les organisations invitées auprès des délégués d'élèves et des représentants de leurs parents. A ces parents apparemment inquiets de l'intrusion de la politique à l'intérieur du lycée, Mme Jurquet (dont on connaît à Marseille le franc-parler) a expliqué qu'il « suffisait maintenant de faire précisément la politique de l'autruche, qu'un insigne nazi sur le portail d'un établissement pédagogique était un acte politique et qu'il fallait rétorquer publiquement et massivement ».

Les joutes oratoires des jeunes Marseillais ont abandonné l'expression : « Je vais te casser la figure. » Ils disent : « Je vais te faire un train d'enfer. » (2) Non, ce néologisme marseillais n'indique pas que les tueurs du Bordeaux-Vintimille ont fait des émules. Je préfère résolument croire à l'intelligence de la langue française

Mélange autour de la gare Saint-Charles. A ceux qui disent « La Canebière n'est plus française » des lycéens répondent par l'ironie.



(1) Les dossiers noirs du racisme dans le midi de la France.

(2) En référence au film de Roger Hanin inspiré de l'assassinat d'un Algérien en vacances par des militaires (très) engagés.

■ PROCES LAMBERT : DU SAC A L'ACTE



Laurent Zaaboul et son ami Ahmed

De quelles affaires sont investis les « chargés de mission » du Front national ? A Marseille, André Lambert, « grande gueule » de comptoir, en est un. Inculpé pour coups et blessures avec arme, il fait connaissance depuis quelques semaines avec la prison des Baumettes. Début avril, la chambre d'accusation a confirmé la mise en détention provisoire.

Ancien du SAC, patron du *Bar des Yachts*, Lambert participe activement au désordre et à l'insécurité créés par le parti de Le Pen dans la ville. Le 8 mars dernier, il tirait un coup de pistolet à grenaille en plein visage de Laurent Zaaboul, jeune Marseillais de vingt-deux ans, animateur dans un centre socioculturel. Résultat : cinq dents en moins, la joue esquinée, une incapacité partielle permanente.

Ce jour-là, Laurent et son copain Ahmed (qui exerce la même profession que lui) ont eu le malheur de s'arrêter devant les *Yachts* pour regarder les affiches représentant le « gros blond », sourire hypocritement publicitaire et lifting obligé. Lorsque plusieurs personnes sortent du bar insulter les deux passants, Laurent, garçon tranquille et peu enclin à l'affrontement, leur répond poliment. Ahmed n'intervient

pas. Mais Lambert est déjà là avec son pistolet braqué (des munitions ont par la suite été retrouvées chez lui mais l'arme a disparu et les consommateurs du bar « n'ont rien vu »).

Lambert tire aussitôt en visant Laurent à la joue. Lorsque les policiers arrivent, Lambert sort avec un 22 long rifle. L'uniforme arrête le missionnaire du Front dans son geste criminel.

Au-delà des circonstances elles-mêmes, c'est toute l'atmosphère créée par le Front national qui est ainsi confirmée. C'est aussi la manière dont la très fictive légitime défense est justifiée après coup par les racistes : « *Zaaboul, c'est pas un nom français, se plaisaient-ils à seriner, Arabe ou au moins juif...* »

L'issue de cette affaire, aujourd'hui aux mains de la justice (le procès aura lieu dans le courant du mois) répondra à une question : Marseille va-t-il devenir la propriété privée de quelques malades de la gachette ? Une lourde responsabilité incombe à la chambre correctionnelle qui va statuer et les Marseillais, en particulier les jeunes, attendent que justice soit faite.

Pour sa part le Front national a pris fait et cause pour le franc-tireur. Le député du

coin, Pascal Arrighi, a même le culot de vouloir retourner la situation en faisant de l'agresseur un agressé. Maître Collard, l'un des deux avocats de Laurent (avec Dany Cohen) a déclaré : « *En présentant M. Zaaboul comme un provocateur qui cherche délibérément l'incident, non seulement Pascal Arrighi ment, mais répand l'idée dangereuse pour l'ordre public qu'une provocation justifie un coup de feu en plein visage.* »

Laurent, sa famille, ses copains, la jeune femme qui a suivi toute la scène et s'est porté témoin, le comité de soutien qui s'est constitué sur le lieu de travail de Laurent, tous vont probablement être édifés par la défense de Lambert. Laquelle ne manquera pas de déformer la réalité. Le conditionnement par la propagande fasciste et raciste qui fait passer à l'acte sera comprise et justifiée. Notamment par Jean Roussel, défenseur de Lambert, et militant actif du Front. Quelle sera dans ce grave contexte l'attitude du parquet, celle du procureur de la République, représentant de la société ? Quelle sera la sanction adoptée ? Des réponses à ces questions dépend la sécurité de la société civile marseillaise. □

CHERIFA BENABDESSADOK

■ Qui a signé ?

Cinq cents des six cents signatures présentant la candidature Le Pen aux présidentielles ont été publiées au Journal officiel.

Pas de surprise, les élus du Front national (députés et conseillers régionaux) ont affiché leur opinion. Mais il semble bien que la campagne du MRAP contre le soutien à Le Pen ait eu un certain succès. Il faudra, bien sûr, voir les choses de plus près, mais un premier coup d'œil montre qu'aucun maire d'une ville importante, aucun élu de la majorité n'a signé cette présentation.

Même dans le Sud - terre d'élection des prises de contact entre FN et politiciens locaux - aucun maire des Bouches-du-Rhône ou des Alpes-Maritimes n'a signé. Jean-Claude Gaudin et Jacques Médecin (pour qui le FN n'est pas un ennemi) ont su retenir leurs troupes. Dont acte.

Quelques départements - la Corse, la Manche ou l'Oise - fournissent bizarrement de bons paquets de paraphes alors que le Front national n'y est pas vraiment implanté. L'analyse plus poussée en donnera la clé. Un premier élément tout de même, pour ce qui concerne la Manche : Le Pen y aurait tout simplement repris les vieilles revendications des bouilleurs de cru : ceux qui veulent leur piquette en pousser au-crime.

■ EMBLEMES NAZIS INTERDITS ■ CONGRES SANS CASSE

Le port en public des uniformes, insignes ou emblèmes nazis est désormais interdit. Un décret, paru le 24 mars au *Journal officiel*, signé de Jacques Chirac, indique précisément que, « *sauf pour les besoins d'un film, d'un spectacle ou d'une exposition comportant une évocation historique* », le fait de porter ou d'exhiber les uniformes, insignes ou emblèmes rappelant ceux qui ont été portés par les membres des organisations national-socialistes, sera sanctionné d'un emprisonnement de dix jours à un mois et d'une amende de 2 500 F à 5 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement (Code pénal, art. R 40). Quarante-deux ans après la défaite nazie, il était temps.

Reuni à Noisiel, début avril, le congrès de SOS Racisme a rassemblé trois cents délégués environ. Un des gros morceaux de la réunion aura été la discussion autour des événements des territoires occupés. Les appréciations portées par différents dirigeants - et notamment les déclarations d'Eric Ghébali en Israël - avaient divisé le mouvement. Au point que l'Union des étudiants juifs de France avait annoncé qu'elle « *reconsidérerait ses relations* » avec SOS Racisme devant les initiatives « *anti-Israéliennes* » prises par certains comités.

Pas de casse, c'est finalement la voie du compromis qui a été choisie : affirmant la solidarité avec les victimes de la représen-

sion et le droit des deux peuples « *de se voir reconnaître le droit à l'existence dans des conditions qu'il leur appartient de déterminer* ».

Certains délégués, dont Kaissa Titous, demandaient du concret : la condamnation de la répression, son arrêt, le retrait de l'armée israélienne et la reconnaissance explicite du droit des Palestiniens à une terre. Ils n'ont pas été suivis, et le responsable de l'UEJF, consulté par téléphone, a donné son accord sur le texte adopté.

Enfin, le Congrès a décidé de six propositions de lois à soumettre aux candidats-présidents, notamment sur le droit de vote (local) pour les immigrés et la réforme du Code de la nationalité. □

■ Les HLM de la Seyne : le racisme est dans l'escalier

L'Office HLM de La Seyne, dans le Var, gère cinq mille logements sociaux. Sociaux ? A voir.

Lorsqu'en février dernier le conseil d'administration des HLM de la ville vote le règlement intérieur de la Commission d'attribution des logements, personne n'y trouve à redire. Seuls les représentants de la Confédération nationale des locataires (CNL) votent contre. Le règlement adopté n'avait rien d'anodin. Outre des mesures financières qui revenaient à exclure les plus pauvres du secteur HLM, il prévoyait de limiter à 10 % le nombre des immigrés et suspendait toute attribution de logement aux Gitans, très nombreux dans la région.

Un journaliste localier sort l'affaire, mais André Moritz, le président de l'Office municipal en rajoute, sans problème : « *Quand je parle de stopper l'immigration, je parle bien des Maghrébins. Tant pis si l'on me traite de raciste, mais lorsque je constate que dans certaines tours on a entassé jusqu'à 55 % d'immigrés, je dis non !* »



Ce que ne dit pas ce monsieur, c'est que cet « *entassement* », ce sont ses services qui l'ont programmé, puisque ce sont eux qui attribuent les logements... comme si certains avaient voulu créer un ghetto pour mieux le dénoncer. Quant aux Gitans, le bruit court que leur arrivée massive est due à ce qu'ils ont été largement utilisés comme colleurs d'affiches durant la dernière campagne par... André Moritz. Il leur avait promis des logements, il les dénonce au-

jourd'hui comme encombrants ! Les magouilles de La Seyne ont vraiment une forte odeur de scandale car c'est aussi là que Charles Noblia, membre d'un groupe d'extrême droite, tué avec trois de ses amis par l'explosion de leur propre bombe était... administrateur de l'office HLM. Le deuxième adjoint du maire, Charles Scaglia, a, lui, été abattu dix jours plus tard et remplacé par André Moritz. Celui des HLM de La Seyne. Quels HLM ? □

Bwenando, le premier journal de Kanaky, dénonce les solutions « *rhodésiennes* » envisagées par la droite locale, démonte la provocation de Tiéti et montre le rôle de certaines églises. Avec, en plus, nombres d'informations importantes sur la réalité coloniale (BP. 1671 Nouméa).

Formation, éducation nationale, alphabétisation, le n° 1111 d'**Hommes et Migrations** tente de faire le tour de la question.

La Lettre d'information (n° 70) de France terre d'asile est consacrée aux expulsions d'Iraniens de décembre 1987 Réactions à chaud, chronologie mais aussi analyse juridique et démonstration de la violation du droit international dans ces expulsions.

Numéro spécial pour le **Bulletin du Cedetim**. Une livraison entièrement consacrée à la répression au Maroc (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris).

Alerte atomique du Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (MDPL) donne dans son numéro d'avril un dossier Kanaky et la copie d'une lettre envoyée à tous les candidats présidents sur le désarmement (BP 2135, 34026 Montpellier).

Mrax Information, la revue du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie fête son 50^e numéro. Nos amis belges publient beaucoup d'informations sur l'extrême droite belge.

L'Iran fait le dossier du **Bulletin CITIM** : quinze pages sur la guerre, le poids des religieux, les minorités, la vie quotidienne (70, rue de Bayeux, 14000 Caen).

Nous, le magazine de CSF, propose dans son numéro d'avril un dossier sur la prison et le travail, une interview de Pierre-Patrick Kaltenbach, membre de la Commission du Code de la nationalité. Egalement quatre pages sur Haïti, cette dictature maquillée en démocratie (53, rue Riquet, 75019 Paris).

■ **ELUS CONDAMNÉS.** Les maires communistes de Vitry et Ivry ont été assignés au tribunal des réfrés de Créteil. Motif : la mention « *étudiant assassiné par les forces de répression* », figurant sur des plaques baptisant les places Malik-Ousseki. A l'origine de ces plaintes : des élus RPR, l'association France avec sa police et le Syndicat indépendant de la police. Le tribunal a suivi les plaignants, considérant que cette mention « *porte atteinte à l'honneur de la police* ». (26 mars)

■ **CINQ MILLE MORTS.** Manifestation à Paris contre les bombardements à l'arme chimique de l'armée irakienne contre des civils kurdes. Il y aurait eu plus de 5 000 morts. (30 mars)

■ **NOIRSETBLANCS.** Six des sept responsables de la Genkor, une société minière sud-africaine, ont été acquittés par le tribunal. Ils étaient accusés de contraventions aux règlements miniers et d'homicides contre 177 mineurs tués dans l'accident de mine de septembre 1986.

■ **SECHERESSE.** Plusieurs millions de Chinois sont gravement affectés par une sécheresse de trois années consécutives dans la province de Gansu (au Nord-Ouest). Plus de 500 000 paysans auraient déjà quitté leurs terres. (1^{er} avril)

■ **BOYCOTT.** Winnie Mandela appelle les pays occidentaux à appliquer des sanctions efficaces contre le régime raciste de Pretoria. « *De telles mesures aideraient les Sud-Africains dans leur lutte contre l'apartheid* », affirme-t-elle. (2 avril)

■ **SONDAGE.** Un « ticket » démocrate Dukakis-Jackson aux présidentielles américaines battrait le candidat républicain, selon un sondage de la revue *US News and world report*. (4 avril)

■ **MASSACRE.** Selon le mouvement kurde UPK, les Irakiens auraient déplacé puis tué 400 civils blessés par ses armes chimiques. Sous prétexte d'aide médicale, les victimes auraient été amenées au camp de Tanjaro et liquidées. (4 avril)

■ **ARMÉNIENS EN GREVE.** Reprise du travail en Arménie soviétique, après des grèves étalées sur une dizaine de jours. Le mouvement avait été déclenché après les meurtres d'Arméniens commis dans le Karabakh. Fin mars, la grève avait paralysé Erevan, en Arménie soviétique. (7 avril)

■ **MISSILES.** Reprise de la guerre des villes dans le conflit Iran-Irak. En six semaines, Téhéran a reçu cent huit missiles et Bagdad trente-deux. Ces tirs ont fait des centaines de tués, civils pour la plupart. (7 avril)

■ **ARMES CHIMIQUES.** Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères estime qu'un accord sur l'élimination des armes chimiques est « *une urgence prioritaire* ». (8 avril)

■ **MILLIARDS.** Les Chinois n'en ont pas fini avec les problèmes de surpopulation. Selon leurs statisticiens, leur population devrait croître durant encore cinquante ans : ils seront un milliard et demi en 2038. (8 avril)

■ **CONTROLE.** Neuf scientifiques soviétiques arrivent aux USA pour des expériences portant sur les méthodes de vérification d'un accord interdisant les essais nucléaires. Les Américains avaient fait de même en URSS en 1986. (8 avril)

■ **BOUM !** L'avocat blanc sud-africain, Albie Sachs, exilé pour activité anti-apartheid, est grièvement blessé par l'explosion de sa voiture. Une action des services spéciaux de Botha à Maputo, au Mozambique. (8 avril)

■ **IRRESPONSABLES.** En 1986, cent cinq personnes ont trouvé la mort dans les commissariats sud-africains alors qu'elles se trouvaient en garde à vue. Ces chiffres proviennent de services officiels sud-

■ **RACISTE.** Le gouverneur de l'Arizona (USA), Evan Mecham, est destitué par le Sénat de l'Etat. Menace de mort, détournement de fonds, racisme, antisémitisme... c'était trop. Il avait, par exemple, décidé d'annuler le jour férié dédié à Martin Luther King. (6 avril)

■ **BLouses BLANCHES.** La revue soviétique *Droujba Narodov* publie les souvenirs du seul survivant de « *l'affaire des blouses blanches* », médecins juifs victimes en 1952 de la répression stalinienne. La revue rend également hommage aux écrivains du comité antifaciste juif fusillés dans les années cinquante. (6 avril)

■ **REFUGIES.** 13,3 millions de réfugiés dans le monde. Leur nombre ne cesse de croître : un million et demi de plus pour la seule année 1987. (6 avril)

■ **SANS-ABRI.** Un milliard d'hommes vivent dans des taudis ou sans-

■ **BARBARE.** Des militants antiracistes démontent le stand sud-africain de l'exposition internationale de fleurs à Cagnes-sur-Mer. Le consul adjoint de Pretoria a trouvé cela... « *barbare* » ! (2 avril)

■ **INTERETS.** L'Union Carbide, responsable de 2 850 morts et de milliers de blessés en décembre 1984 à Bhopal en Inde devra verser 192 millions de dollars de dommages et intérêts à ses victimes. (4 avril)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

POLICE CONTRE MILICE

Les flics en ont marre. Ils se sont retrouvés à cinq cents pour manifester à Nice, le mois dernier, contre les polices municipales. Les « municipaux » que beaucoup ont tendance à appeler les milices ont en effet tendance à abuser. La manifestation du Syndicat national des policiers en tenue s'est déroulée à Nice, et ce n'est pas un hasard : à Nice, les municipaux sont deux cents, bien payés et bien armés. Ils n'hésitent pas, en toute illégalité, à contrôler et interpellé des « suspects ». On parle même de patrouille en civil à la recherche du « flag ». A Hyères, l'hebdomadaire *Politis* a pu faire état de fichages de la population et d'écoutes clandestines. Les flics de la « nationale » en sont a dénoncer les milices des maires armées de *Magnum 357*, « *un danger pour nos libertés* » disent-ils. Pour eux, la police c'est affaire d'Etat et la sécurité doit être confiée à des policiers formés. L'inspection générale des polices a

souligné le danger, les plaintes se multiplient, les illégalités sont établies. Même le préfet de Nice a admis « *qu'à Nice, il y a plus de difficultés qu'ailleurs, car la police municipale y est plus importante* ». Un détail de plus, 40 % de ces milices municipales sont concentrées sur la Côte d'Azur et, que l'on sache, leur efficacité n'est pas telle que la criminalité ou la délinquance ait baissé de façon notable dans la région. Un projet de loi navigue quelque part entre le ministère de l'Intérieur et les bureaux de l'Assemblée. Le principal syndicat de police, la FASP, a obtenu son retrait *in extremis* en décembre 87 : le texte en était par trop favorable au municipaux. Mais rien ne dit, selon les policiers, que le projet de loi ne reviendra pas un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre, pour élargir et légaliser les interventions de ces polices municipales toutes dévouées au pouvoir local en place.

Maximin Chune, directeur de la revue *Visu* de la Réunion a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 60 000 F d'amende pour incitation à la haine et à la discrimination raciale. (29 mars)

Les mineurs tués étaient presque tous des Noirs. Les directeurs acquittés sont blancs. (1^{er} avril)

■ **DOSSIERS MANQUANTS.** Kurt Waldheim aurait collaboré avec les services américain et britannique après la guerre en échange de l'élimination de dossiers relatifs à son passé dans la Wehrmacht. Des dossiers manquent effectivement dans les archives anglaises, alors qu'ils figurent dans les index, note le *Times*. (1^{er} avril)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

■ **REHABILITATION.** Neuf hauts-commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, fusillés sur ordre de Staline pour « *trahison* », en 1937 ont été réhabilités. (29 mars)

Plus de trente millions d'électeurs étaient convoqués aux urnes le 24 avril pour le premier tour de la présidentielle. Parmi les inconnues, le score du seul candidat condamné pour racisme et les accords éventuels de désistement qu'il passera pour le second tour du 8 mai.



COLERES NOIRES

africains qui ajoutent que quarante et une enquêtes ont été ouvertes seulement et qu'aucune n'a conclu à la responsabilité des policiers. (9 avril)

■ **TIR.** La fillette israélienne tuée en Cisjordanie n'est pas morte d'une pierre lancée par des Palestiniens comme cela avait été annoncé. C'est le tir d'un des accompagnateurs qui l'a atteinte. (10 avril)

■ **AFGHANISTAN.** Signature à Genève d'un accord soviéto-américano-pakistano-afghan qui met fin à neuf ans de guerre. Les troupes soviétiques se retireront d'Afghanistan dès le 15 mai. (14 avril)

■ **UNION.** René Mars est élu président du conseil régional de Franche-Comté en remplacement d'Edgar Faure, décédé. Le Front national a voté pour lui en échange d'une vice-présidence. (14 avril)

■ **ASSASSINAT.** Le responsable palestinien Abou Jihad est tué par un commando des services secrets israéliens à Tunis. Dans les territoires occupés, c'est la révolte : vingt morts par balles, plus de cent blessés en une journée. (16 avril)

■ **GREVE.** Grève générale et deuil de trois jours dans les territoires occupés où les drapeaux noirs flottent sur les camps palestiniens. Les boutiques ont été fermées, les territoires interdits à la presse pour le deuxième jour consécutif. Deux Palestiniens ont été tués. (19 avril)

■ **CEREMONIES.** Cérémonies commémoratives du 45^e soulèvement du ghetto de Varsovie en Pologne. Un millier de personnes participent à l'inauguration d'un mémorial pour les 300 000 victimes du ghetto. (19 avril)

■ **SHARPEVILLE.** Manifestations à Paris pour

Vingt morts et cent blessés en une seule journée, c'est la réponse de l'armée israélienne à la vague de douleur et de colère qui a saisi les Territoires occupés après l'assassinat, à Tunis, d'Abou Jihad, le n° 2 de l'OLP. Un commando de neuf personnes - très probablement des hommes du Mossad israélien - a attaqué sa maison et l'a exécuté devant ses enfants. L'ambassadeur israélien à Paris a nié toute implication de son pays, affirmant qu'il s'agissait d'un

règlement de compte entre Palestiniens. Tout comme l'ambassadeur sud-africain avait nié le rôle des services secrets racistes dans le meurtre de Dulcie September, le 29 mars dernier, à Paris, et parlé d'un règlement de compte interne à l'ANC. On savait déjà que les dirigeants israéliens trafiquaient des armes et des licences de fabrication avec les racistes sud-africains. Voilà qu'ils échangent des méthodes de répression. On a les modèles qu'on peut.

obtenir la vie sauve pour les six de Sharpeville, menacés de la potence. Les manifestants (plusieurs milliers) se sont retrouvés les uns devant l'ambassade d'Afrique du Sud, les autres à la Bastille. (18 avril)

■ **MARSEILLE.** 6 000 manifestants dans les rues de Marseille à l'appel de Marseille-Fraternité. Cinq jours avant la présidentielle, les manifestants protestaient contre le racisme et la venue de Le Pen dans la ville. (19 avril)

■ **CRIMINEL.** John Demjanjuk a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité au terme d'un procès de quinze mois. Sous le nom d'Ivan le Terrible, il était l'opérateur de la chambre à gaz du camp de Treblinka. Réfugié aux Etats-Unis, il avait été repéré en 1976 et extradé vers Israël en 1981. (19 avril)



Une actualité meurtrière vient de faire découvrir aux Français un peuple oublié, écartelé entre quatre ou cinq Etats différents, soumis depuis des années à une féroce repression. Mais les Kurdes existent, ils luttent pour leur liberté et réussissent à préserver leur culture et leur identité. Mais qui sont-ils ?

DOSSIER REALISE PAR MARIE-JEANNE BERNA

Le Kurdistan : entre la Méditerranée et le golfe Persique, 530 000 km² de terrains montagneux, vingt millions d'habitants, une culture millénaire. Et, depuis des décennies, un peuple qui mène une lutte acharnée, obstinée, pour retrouver son unité et sa liberté.



Dans une indifférence quasi générale. C'est sans doute le peuple le plus nombreux, si l'on excepte les Indiens des Amériques, qui n'ait obtenu ni son indépendance, ni son autonomie, ni même le moindre début de reconnaissance de son identité culturelle et ethnique. Celle-ci est pourtant forte et ancienne. Les Kurdes descendent de tribus indo-européennes installées dans la région depuis près de deux mille cinq cents ans ; leur culture est déjà très développée quand survient la conquête arabe du 1^{er} siècle av. J.-C. (occupation sous laquelle ils achèveront leur conversion à l'islam sunnite). Et dès le XI^e siècle, de nombreuses principautés kurdes apparaissent, favorisées par l'affaiblissement du pouvoir des califes. Elles jouissent d'une relative liberté. Au début du XVI^e siècle, devenues possessions de l'Empire ottoman, elles verront cette liberté s'accroître.

Les princes kurdes règnent sur des territoires autonomes. Cette indépendance relative durera trois siècles, jusqu'à ce que l'Empire de la Sublime Porte, en pleine décadence et menacé, entreprenne de soumettre les principautés kurdes. En réaction, des révoltes éclatent, menées par les chefs traditionnels.

Il ne s'agit pas encore des mouvements inspirés par la grande idéologie du XIX^e siècle, le nationalisme, mais d'une lutte contre un Etat qui empiète sur des droits acquis. Dirigés par des princes aux intérêts divergents, les Kurdes ne réussissent alors pas à organiser d'offensive militaire unifiée.

Le peuple kurde lutte aujourd'hui autant pour sa vie que pour son autonomie

Un peuple oublié de l'histoire

LES KURDES

De leurs fiefs montagneux, ils mènent une résistance de harcèlements par petites unités. Ces insurrections (1826, 1834, 1853, 1880) seront durement écrasées.

Les malheurs du peuple kurde commencent réellement après la Première Guerre mondiale, avec la défaite et l'effondrement de l'Empire ottoman (le 30 octobre 1918) et le partage colonial qui s'ensuit.

Il y eut d'abord une fugitive lueur d'espoir : la promesse d'un Etat libre. Dans son « Programme pour la paix du monde », le président W. Wilson déclare que les minorités non turques de l'Empire ottoman doivent pouvoir bénéficier d'un développement et d'une autonomie locale. Ces dispositions favorables sont ratifiées par le traité de Sèvres, signé entre les alliés et le gouvernement turc le 10 août 1920. Mais ce texte ne sera jamais appliqué. Les Kurdes ne verront pas naître leur pays.

Entre temps, la Turquie, lésée dans d'autres domaines par ce traité, a entrepris, et gagnée, une guerre d'Indépendance menée par Mustafa Kemal. Un second pacte est signé avec les puissances alliées : le traité de Lausanne en 1923. Pour les Kurdes, c'est un désastre. Il impose d'autres décisions et consomme l'éclatement du Kurdistan. Le pays est divisé, son territoire et sa population partagés entre quatre Etats : l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Un savant découpage, entaché d'intérêts coloniaux. La Grande-Bretagne, désireuse de s'approprier le contrôle du pétrole de Mossoul, y parvient en adjoignant cette région à l'Irak, alors sous mandat britannique. La France, elle, se donne trois zones de peuplement kurde, en les intégrant à la Syrie dont elle est la puissance mandataire.

Pour le peuple des montagnes, c'est la fin du rêve et le début d'un long cauchemar. C'est qu'il ne s'agit plus pour les Kurdes de lutter pour leur autonomie. La question va bientôt se poser de leur survie.

Trois millions de Kurdes menacés d'extermination par l'Etat irakien

En Iran, le général Reza Chah, fondateur de la dynastie des Pahlavi, confisque les terres kurdes, déporte des villages entiers. Les Kurdes s'insurgent et, profitant de la désorganisation du pouvoir (le 20 août 1941, les armées alliées soviétique, britannique et américaine sont entrées en Iran), fondent l'éphémère et légendaire République kurde de Mahabad, sous l'égide du Parti démocratique kurde iranien (PDKI). Elle vivra un an avant d'être écrasée par les forces armées iraniennes. Quarante-sept ans après, le souvenir de cette victoire est toujours fidèlement célébrée par tous les Kurdes iraniens.

Aujourd'hui, la situation est inchangée. En août 1979, à peine sept mois après la chute de la monarchie, l'ayatollah Khomeiny, décrète la « djihad » contre les six millions de Kurdes d'Iran « corrupteurs sur terre, enfants de Satan et contre-révolutionnaires ». Ceux-ci avaient massivement boycotté le référendum sur l'instauration de la République islamiste et revendiqué un régime laïc et démocratique garantissant leur droit à l'autonomie régionale. La lutte des résistants kurdes, pour un Kurdistan autonome dans le cadre d'un Iran démocratique, risque de durer encore de longues années, sans doute même après la fin du conflit du Golfe.

En Turquie, la désillusion des Kurdes est amère. Durant la guerre d'indépendance (1919-1922), les dirigeants nationalistes turcs n'avaient cessé d'affirmer que le nouvel Etat serait celui des Turcs et des Kurdes et que « l'identité et les droits de la nation kurde seraient respectés ». La population kurde avait fait confiance à ces promesses et apporté une contribution décisive à la victoire des Kémalistes. Soixante-quinze députés du Kurdistan siégeaient à l'Assemblée nationale d'Ankara.

Mais, le 3 mars 1924, le régime de Mustafa Kemal revient sur ses promesses. Il abroge la Constitution (elle reconnaissait les droits des Kurdes), dissout l'Assemblée. L'existence des Kurdes est reniée, leur langue interdite, les bibliothèques expurgées des ouvrages mentionnant les mots kurdes ou Kurdistan. Les Kurdes ne sont plus que des « séparatistes »,



Deux montagnards kurdes dans un bureau de vote irakien

« des Turcs montagnards ayant oublié leur langue maternelle ». La répression est sanglante. Tortures, déportations, pour des milliers de Kurdes, assassinats. Ankara fait régner la terreur dans les régions du Kurdistan. Actuellement, un quart de l'armée turque est stationnée dans cette zone. Néanmoins, un espoir est permis, des jours meilleurs sont peut-être possibles. La Turquie s'est engagée dans un processus d'adhésion à la Communauté européenne. Et il pourrait y avoir des pressions de la part des pays membres. Difficile d'accepter sans réticence un pays où les droits de l'homme sont ouvertement bafoués.

Mais c'est en Irak que se pose actuellement le plus cruellement la question kurde. Trois millions de Kurdes y sont menacés d'extermination. Le massacre d'Halabja témoigne de cette politique du gouvernement irakien. Dès le début, les Kurdes ont connu une très longue et meurtrière guerre d'usure contre les pouvoirs en place à Bagdad. Des décennies difficiles alimentées par les rivalités internes et fluctuant au gré des accords et désaccords entre l'Iran et l'Irak.

Si les Kurdes ont vu jusqu'aux années 1960 un certain nombre de leurs droits reconnus, dès 1961, le Parti démocratique kurde est contraint d'entrer dans la clandestinité. Nouvelle flambée de violence. Les résistants kurdes irakiens (les *peshmagas*) seront soutenus par l'Iran du Shah. En 1975, l'accord d'Alger signé entre le Shah et l'Irak met fin à ce soutien. Par centaines de milliers les Kurdes irakiens passent la frontière de l'Iran pour échapper aux représailles irakiennes. Autonomistes et séparatistes du Kurdistan d'Irak éclatent en branches multiples. Et il survient la révolution iranienne et la guerre Iran-Irak.

La situation des Kurdes irakiens empire. Le régime de Bagdad engagé dans une guerre sans merci avec l'Iran ne peut tolérer la rébellion des *peshmagas* qui dans le Nord-Est de l'Irak ont ouvert un véritable front interne et multiplient les actions de sabotages. Sa réaction est sans nuance : déportations, villages bombardés, rasés, et bien avant Halabja, utilisation d'armes chimiques contre des villes kurdes.

Aujourd'hui, sur les quatre mille villages kurdes, trois mille ont été totalement détruits. A la différence des Iraniens qui combattent en priorité les militants armés kurdes, les Irakiens ont une politique systématique de représailles qui frappent indistinctement *peshmagas* et civils kurdes. Tous les Kurdes irakiens sont menacés de mort. A tel point qu'une sorte de consensus s'est dessiné depuis le début 1987 entre les principaux mouvements autonomistes armés. Ils ont conclu un accord tactique avec Téhéran. Pour eux, l'urgence, l'ennemi absolu, c'est le régime de Saddam Hussein. Il est arrivé que le Parti démocratique de Massoud Barzani, le *hezbollah* du cheik Mohammed Khaled et l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani combattent pour des actions ponctuelles aux côtés des Pasdarsans. Seul le parti d'Abdoul Gjassemou reste avant tout anti-iranien.

En Syrie, si un plan d'arabisation dans le département de Djézira a été entrepris en 1963, repris en 1967, si les Kurdes ne bénéficient d'aucun droit, ils vivent malgré tout dans un climat de relative tolérance.

Telle est la situation actuelle. Le peuple kurde déchiré entre ces quatre pays, miné par les représailles, la guerre, les déportations massives, est loin du jour où il retrouvera son unité et sa liberté auxquelles il n'a jamais renoncé. Mais ce

n'est même plus aujourd'hui sa priorité. « Nous avons reculé nos revendications », dit ce militant du PDK de Massoud Barzani, rencontré à l'Institut kurde de Paris. « Nous voulons vivre, il faut faire quelque chose ; jamais on a vécu une situation aussi terrible. Des armes de destruction massives se trouvent dans des mains de fous. Et on a l'impression que tous les Etats sont d'accord, France, Etats-Unis, Union soviétique, pour que les malheurs du peuple kurde continuent. Qu'est-ce qui nous reste pour tenter de changer le cours des choses ? L'opinion publique de ces pays. Il faut arrêter ces crimes. Notre seul espoir, c'est de retrouver l'espoir. Nous en sommes là. » Mais comment y croire ? Quand tous les Etats gardent un silence complice et que la question kurde reste pratiquement inconnue du grand public.

Et quelles sont les raisons d'une telle situation ? Pour Kandal Mezane, directeur de l'Institut kurde, c'est clair : « Les pays qui se partagent le Kurdistan font partie des deux systèmes d'alliance Est-Ouest. La Turquie fait partie de l'OTAN. Donc, les pays occidentaux ne souhaitent pas tellement aborder cette question et soutenir ne serait-ce que moralement les Kurdes pour ne pas peiner leurs principaux alliés dans la région. L'Irak fait partie du monde arabe. C'est-à-dire un ensemble politique économique diplomatique important. Les clients et amis de ce monde arabe ne veulent donc pas aborder la question kurde. Aucun état n'en a le courage. De plus, la France s'est engagée aux côtés de l'Irak. Et cela depuis au moins 1976. Et puis peut-être y a-t-il le fait que le Kurdistan est une enclave difficile d'accès pour les médias. Et également la carence des Kurdes eux-mêmes, nous sommes une population qui a été maintenue dans un tel état de sous-développement éducatif, culturel, que nous avons très peu de cadres, très peu de moyens pour avoir une permanence régulière à l'étranger. Nous sommes le pays le plus pauvre, le plus démuné à l'heure actuelle parmi ceux qui se battent pour leur liberté. »

Mais les intérêts des uns, la vulnérabilité des autres n'expliquent pas tout. Certainement pas cette espèce de désintérêt général pour la cause kurde manifesté par les mouvements de gauche ordinairement plus prompts à réagir quand les droits d'un peuple sont bafoués, et ce même peuple persécuté. En fait, le plus grand tort des Kurdes, c'est sans doute, comme le souligne Maxime Rodison (*Les Kurdes et le Kurdistan*, petite collection Maspéro), d'être les opprimés des opprimés. D'avoir revendiqué leur indépendance à « l'encontre de pays naguère victimes de l'impérialisme occidental et considérés comme chefs de file de la lutte contre eux ». De quoi leur aliéner l'opinion de gauche internationale. Ou du moins susciter un profond malaise. Sera-t-il dissipé par les gaz meurtriers d'Halabja. C'est la question principale. De la manière dont il y sera répondu, dépend la vie ou la mort d'un peuple.



HALABJA : CINQ SECONDES, CINQ MILLE MORTS

Halabja, le 16 mars 1988. Ils sont là couchés sur la terre, serrés les uns contre les autres, ou semés, éparpillés aux quatre coins de la ville. Des dizaines, des centaines de cadavres, hommes, femmes, enfants, animaux. Sur leur corps une huile brunâtre signe la marque de leur mort : le gaz

leur en forme de promesse : il y aura d'autres Halabja. Ce n'était déjà pas la première fois qu'une ville irakienne, kurde, était bombardée à l'arme chimique. De telles agressions dans le Nord du Kurdistan irakien ont été nombreuses, faisant, là aussi, des milliers de morts. Mais elles n'ont jamais atteint, en une seule fois, l'ampleur du 16 mars. Maintenant qu'un certain seuil a été dépassé, on ne voit pas ce qui pourrait freiner ce mouvement d'escalade. Selon les experts du Proche Orient, l'Irak est le plus grand producteur d'armes chimiques de la région. Chaque mois, soixante tonnes de gaz moutarde et plusieurs tonnes de produits tout aussi meurtriers sortent de ces usines. Et l'Irak qui s'est toujours refusé jusqu'à présent, bien qu'il en ait les moyens, à utiliser les armes chimiques, menace de les employer. « Une fois que le rocher commence à glisser, il est difficile de l'arrêter », dit un proverbe kurde. Difficile, mais pas impossible. La force d'une opinion publique mobilisée pourrait peut-être encore inverser le cours des choses. Elle pourrait aussi susciter l'ouverture d'un large débat en France. L'horreur d'une guerre chimique menée contre des populations civiles sans défense, telle que nous l'avons vu sur nos écrans de télévision, la prolifération de ces armes et les risques encourus de s'en servir d'une manière anarchique a de quoi faire réfléchir. Après tout, la France, par la voix de M. Chirac, a réitéré il y a deux ans, son intention de se doter « d'un stock minimum d'armes chimiques à des fins dissuasives », armes qu'une convention de Genève signée en 1925 a interdit d'utiliser. Mais pas de fabriquer. Et nul à l'époque, à part le Parti communiste, comme le rappelait un récent article du *Monde*, n'a révélé, encore moins débattu ce nouvel engagement de la France. □

moutarde. Cinq secondes, cinq mille morts, dix mille blessés dont la plupart commencent une lente agonie. Il était quatorze heures trente ce jour-là lorsqu'un mirage F1 irakien a pointé à l'horizon, venu de l'Ouest. Une explosion suivie d'un léger nuage. Plus un cri, un silence terrifiant. Les rares survivants n'ont pas d'autres souvenirs. Halabja : la première utilisation massive d'armes chimiques contre des civils, citoyens du pays qui les a bombardés, mais citoyens kurdes. Un qualificatif qui annihile, semble-t-il, tout droit et toute protection, du moins au regard de l'Etat irakien. Halabja, rebelle, sympathisait avec les hommes de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Talabani. En effet, trois jours auparavant, les soldats iraniens avaient fait une entrée triomphale dans la ville, guidés par les résistants kurdes. Et la ville était entrée entre leurs mains. Une rébellion à laquelle Bagdad a répondu par un crime contre l'humanité, le massacre de milliers de civils. Cette disproportion ne semble pas gêner le régime de Saddam Hussein, pas plus que le moyen employé. Quelques jours après le bombardement, un communiqué du commandement supérieur affirmait le droit pour l'Irak « à se défendre par tous les moyens ». Une justification implicite de l'hor-

Ahmad Bamarni : « Nous n'oublierons jamais ! »

Ahmad Bamarni est le représentant en France de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), dirigée par Jalal Talabani.

Différences : Après le bombardement d'Halabja par l'armée irakienne, quel a été votre sentiment ?

Ahmad Bamarni : Nous n'oublierons jamais le massacre d'Halabja. Mais il faut dire que ce n'était pas le premier. Il a été connu à cause de son ampleur. Mais depuis le 15 avril 1987, jour où le gouvernement irakien a utilisé pour la première fois les armes chimiques, elles sont employées systématiquement chaque fois que les attaques irakiennes classiques échouent ou que l'armée ne peut pas conquérir un endroit stratégique tenu par les maquisards. Les maquisards sont alors obligés de quitter l'endroit parce que c'est un gaz qui empoisonne la terre, les arbres, l'air, l'eau, tout. Nous avons déjà dénoncé cette situation dans une conférence de presse, il n'y a eu aucun écho.

Comment expliquez-vous ce silence ?

Il y a un lobby de droite pour défendre les Irakiens. Saddam Hussein est un ami personnel de Jacques Chirac. Par rapport aux armes chimiques, la France participe directement à la construction des usines d'armes chimiques avec d'autres pays. Il y a des experts français, allemands, italiens, hollandais qui travaillent là-bas. Massoud Barzani l'a dénoncé clairement ainsi que Talabani et il a averti « les experts de ces pays, nous les considérons comme des criminels de guerre », qu'ils s'éloignent de ces constructions qui sont pour l'extermination du peuple kurde.

Une autre raison du silence autour de nous, c'est que le peuple kurde est un peuple pacifiste. Nous avons choisi de lutter au Kurdistan. Pas en Europe. Pas par le terrorisme.

On a beaucoup parlé de la division des partis kurdes. Où en est aujourd'hui le mouvement de libération et ses composants ?

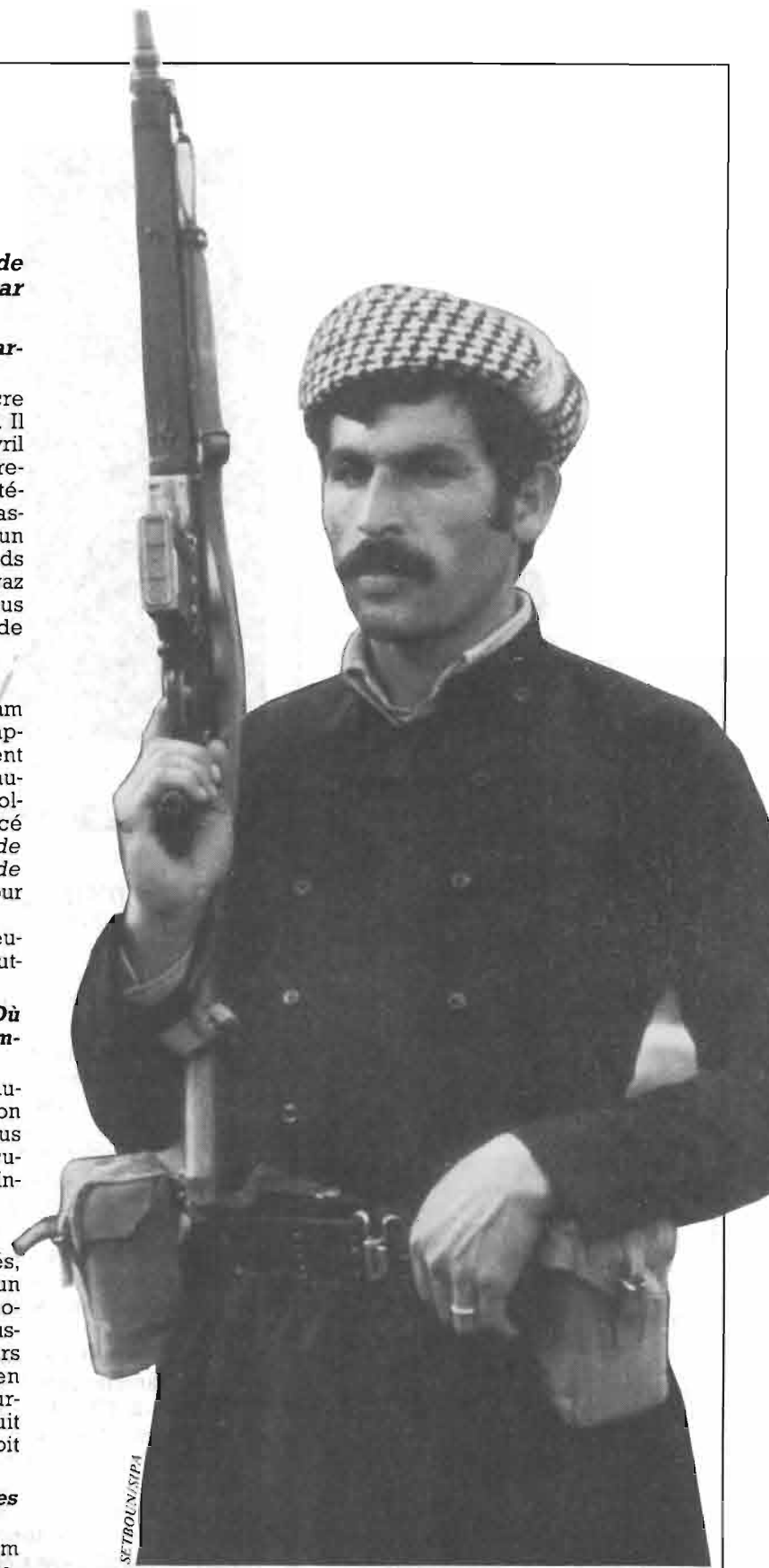
C'est vrai la division a existé, mais depuis 1985 il n'y a aucun accrochage entre nous. Sur le terrain la collaboration est totale. On fait des opérations militaires ensemble. Nous avançons sur un front uni. Les partis sont en train de discuter d'un programme. Tout le monde est d'accord sur les principes, les orientations.

Et la population kurde est derrière vous ?

Vous savez, quand les grands partis politiques sont divisés, le peuple est divisé. Mais dès qu'on est uni, ça donne un nouvel élan. Il faut savoir une réalité : nous luttons pour notre existence. Pour notre survie. Si le régime de Saddam Hussein n'est pas renversé nous attendons vraiment des jours noirs, comme ce qui s'est passé contre les Arméniens en 1915. Ce régime est capable de tout. Il y a 282 enfants kurdes dans une prison qui s'appelle Fadiliah. Ils ont de huit à quatorze ans. Leur seul crime, un de leur proche est soit dans le maquis, soit réfugié à l'étranger.

Quelles alliances et quelles perspectives sont possibles pour les Kurdes ?

Moi, je suis prêt à collaborer avec le diable contre Saddam Hussein ! Je ne peux rien imaginer de pire que ce régime. Il a une politique d'extermination des Kurdes. Sur 4 000 villages, 3 000 ont été complètement rasés, la population tuée, déportée, disséminée. Ils ont coulé du béton sur les sources. Notre seule perspective c'est la survie. Interpeller la conscience des pays. Le silence des grandes puissances, de l'opinion publique, encourage le régime irakien. S'il y avait eu à l'époque des premiers bombardements chimiques, une grande condamnation par la France, par tous les pays, le régime irakien ne se serait pas autorisé Halabja. La responsabilité des pays européens est engagée dans ce qui s'y est passé. Croyez-moi, s'il n'y a pas une campagne de dénonciation contre l'Irak, il y aura d'autres Halabja, avec trois, quatre fois plus de victimes. C'est un cri désespéré que nous lançons.



Je voudrais dire encore, la France est le seul pays qui possède un secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. Ce ministre a un dossier sur les enfants exécutés en Irak, fait par Amnesty International. Ces enfants sont morts sous la torture, les yeux arrachés. Nous lui avons envoyé des documents écrits, vidéos, sur d'autres exactions. Et maintenant, il y a des armes chimiques et M. Malhuret ne se prononce pas sur le génocide kurde. Je comprends très bien les intérêts de la France avec l'Irak mais ça me fait mal au cœur. Quand une mouche est écrasée à Varsovie ou à Kaboul, M. Malhuret est le premier à faire une conférence de presse pour défendre les droits de l'homme. Mais sur les Kurdes, il garde le silence absolu, ne lève pas le plus petit doigt. □



L I V R E S
D'ICI ET D'AILLEURS

QUESTIONS D'ETHIQUE « *La Déclaration des droits de l'homme reste une éthique à conquérir* » : le propos de Gilbert Collard, brillant avocat du barreau de Marseille, est sans ambiguïté. Dans un livre, *En danger de justice* (1), qui se lit comme un témoignage, il illustre par l'analyse des lois, mais aussi par l'exemple de cas précis, une thèse qui donne froid dans le dos : « *La démocratie judiciaire n'existe pas.* » Collard ne s'en prend pas aux individus, mais aux fonctions telles qu'elles sont définies et pratiquées. « *A longueur de journée monotone, écrit-il, des juges liquident par une sanction l'histoire bâclée, muette, inachevée et forcément honteuse de leurs semblables.* »

Le livre de Collard n'est pas un pamphlet, même si, par moments, il s'en rapproche. Remontant à 1789, l'auteur se souvient qu'un vœu contenu dans les Cahiers de doléances n'a jamais été exaucé : celui de faire prêter serment à tous ceux qui enregistrent la déclaration d'un prévenu. Juges, policiers, hauts fonctionnaires devraient solennellement s'engager à « *respecter la présomption d'innocence, de ne jamais arrêter ni retenir arbitrairement, d'obéir à la loi* ». Mais « *cela ne s'est jamais réalisé, par crainte de passer des symboles à leur réalité : toute l'histoire de la justice après 1789 sera de contourner ce texte gênant dont il fallait sauver l'irréalité théorique* ».

Le rappel historique est bref. Les contrôles d'identité, la garde à vue, la détention provisoire, les pouvoirs hallucinants des juges, les lieux secrets d'accusation, d'arrestation, de détention : c'est là que Col-

lard nous invite à pénétrer. De l'autre côté du mur.

On y découvre une analyse fine et concrète de la notion d'identité et surtout une condamnation sans complaisance des lois sécuritaires signées successivement par Peyrefitte, Badinter et Pasqua. « *La présomption d'innocence institutionnalise la présomption de culpabilité* », commente l'auteur, à propos des contrôles d'identité « *portés au rang d'institutions nécessaires à la sauvegarde de la sécurité publique* ». M^e Collard semble craindre pour la France la banalisation de l'incontrôlabilité de l'autorité. Il constate : « *Dans la paranoïa de l'identité, celle de l'étranger (...) est, par priorité, douteuse. C'est le contrôle systématique des étrangers. La même disposition à l'état de projet a provoqué l'indignation de vingt mille Hollandais, qui ont manifesté dans les rues d'Utrecht. En France, rien.* »

Les bavures sont dans ce contexte l'expression d'« *une enflure d'autorité qui accepte et absout, a priori, tous les abus* ». Gilbert Collard ne méprise pas la police. Son réquisitoire est précisément un appel — alarmant — pour que la police conquiert une maturité sociale et éthique en rompant avec le dogme édifiant selon lequel un policier a toujours raison parce qu'il est un policier. Pour que la justice conquiert une réelle indépendance par rapport à la police. Que la profession de juge ne se réduise pas à une caste d'individus « *qui ne se trompent jamais* ». Qu'une réponse soit trouvée à l'humaine question que pose l'avocat : « *Voir et entendre un homme, avant de décréter son enfermement, est-ce un luxe démocratique ?* ». □

CHERIFA B.

En danger de justice, de Gilbert Collard, éd. Denoël.



La photo au service de la rencontre, c'est *Regards sur un quartier : La Goutte d'Or*. Un petit livre fait de services de treize photographes et publié par Aida. A l'évidence, la préface de Robert Doisneau n'enlève rien à la qualité d'un volume divers, quotidien et si proche. □

Regards sur un quartier : La Goutte d'Or, éditions Aida.

POCHE. Une merveille de poche, ça existe ! C'est un petit bouquin d'Ahmed Rassim ouvrant sur des poèmes dédiés à Zomboul, la vieille servante « *faible comme une lampe* » et alignant des centaines de proverbes ou expression populaires du Caire. Au hasard d'une page : « *On lui dit : celui qui vivra verra. Et lui de répondre : mais celui qui marchera verra davantage.* » □

Chez le marchand de musc, d'Ahmed Rassim. Editions Clancier Guénaud.

ORIENT MAGIQUE. Le *Léon l'Africain* d'Amin Maalouf n'a pas encore fini de nous étonner que l'auteur nous jette en pâture un *Samarcande* de toute première main. Samarcande, c'est d'abord l'Orient, à travers divers lieux et personnages magiques et surprenants, au fil cousu de légendes de l'aventure d'un manuscrit disparu.

C'est la Perse d'Omar Khayyam, le poète du vin, le libre penseur, l'astronome génial du XI^e siècle. C'est l'Orient de ces deux derniers siècles, ce sont des idées et des espoirs perdus et retrouvés.

Ce peut être aussi l'occasion de découvrir les poèmes d'Omar Khayyam, celui qui écrivait « *Lève-toi, nous avons l'éternité pour dormir* », mais aussi : « *Quel homme n'a jamais transgressé Ta Loi, dis ? / Une vie sans péché, quel goût a-t-elle, dis ? / Si Tu punis le mal que j'ai fait par le mal, / Quelle est la différence entre Toi et moi, dis ?* » *Samarcande* : irracontable, chacun y prendra sa leçon et tous comprendront un peu mieux l'Orient. □

Samarcande, d'Amin Maalouf. Ed. J.-C. Lattès. Du même auteur : *Léon l'Africain et les Croisades vues par les Arabes*.

EXIL ET VOYAGE. Les poèmes de Yéhuda Halévi font aujourd'hui partie de la culture et des prières juives. Poète des XI^e et XII^e siècles, vivant en Espagne, il est aussi le poète de l'exil et du voyage.

Sa poésie fut aussi une des poutres maîtresses de la résistance à l'assimilation de son peuple dans un pays que musulmans et chrétiens se disputaient. Réédité en édition bilingue (hébreu-français), des textes souvent très beaux, à découvrir. □

Le « Diwan », de Yehuda Halévi, aux éditions de l'Eclat.

AFRICAIN PARISIEN Barnabé Laye est médecin et écrivain. Et sa littérature n'est pas littérature de médecine, ni manuel de chirurgie ni traité de pédiatrie.

Son premier livre, *Une femme dans la lumière de l'aube*, est un livre du retour et de la mémoire nécessaire. Un Africain de Paris se rend pour la première fois en Afrique, armé de la seule mémoire des récits paternels, d'une Afrique largement rêvée et pourtant combien réelle.

Parcours initiatique, où le héros devient homme en même temps que révolté, le décor est une Afrique terre à terre et magique en même temps. On y croise des personnages quotidiens et des femmes mythiques. C'est un continent vu de l'intérieur où les touristes n'ont pas de place.

Le drame y est au coin de la rue, l'espoir au bout du chemin, puisque la nostalgie léguée, le partage entre deux cultures et le choc de la réalité contraignent à vivre.

Le drame y est au coin de la rue, l'espoir au bout du chemin, puisque la nostalgie léguée, le partage entre deux cultures et le choc de la réalité contraignent à vivre. Un livre unique, un auteur à découvrir. □

Une femme dans la lumière de l'aube, de Barnabé Laye. Ed. Seghers.

■ **Les enjeux de l'école.** C'est au-delà des modes et des bavardages que s'inscrit le travail de Claude Liauzu, universitaire, et de ses collaboratrices. Intitulé *L'école et l'immigration : enjeux interculturels d'une société plurielle*, le dossier qu'ils ont réalisé est édité par l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman). □
Université d'Aix-Marseille.

■ **Les armes rapportent gros.** Un économiste, Jean-Paul Hébert, pose une vraie question : « *L'armement est un objet fuyant. Où va le profit ?* » C'est en spécialiste dûment informé qu'il étudie les ventes d'armes. Il met les chiffres sur table notamment celui-ci : huit cent cinquante milliards de francs de commandes reçues depuis 1960 permettent à l'industrie française d'exister... et de prospérer. A quel prix ? □
Les ventes d'armes, éditions Syrois, 6 rue Montmartre 75001 Paris. Collec. Alternatives économiques.

■ **Le cinéma africain de A à Z.** Enseignant et auteur de plusieurs documentaires (notamment *Caméra d'Afrique*, Prix de l'ACCT au festival de Ouagadougou en 1983), Ferid Boughedir signe aujourd'hui un ouvrage qui était devenu indispensable : *Le cinéma africain de A à Z*. En trois parties, F. Boughedir jette « un coup d'œil panoramique », analyse quatre films clés de la production africaine récente et propose un dictionnaire commenté des cinéastes d'Afrique noire. A la fois guide pratique et ébauche de réflexion, les cinéphiles apprécieront. □

Le cinéma africain de A à Z, de F. Boughedir, éditions OCIC, rue de l'Orme, 8, B-1040 Bruxelles.



L'AFRIQUE DU SUD, EN NOIR ET BLANC. L'Afrique du Sud et la lutte contre l'apartheid était cette année très présents au Festival de Créteil, avec deux films documentaires et un film de fiction. Betty Wolpert est née il y a soixante ans en Afrique du sud. Son film montre le retour « au pays » de deux femmes l'une blanche, l'autre noire. Plus que les différences de leur histoire, c'est leur confrontation avec les jeunes Noirs aujourd'hui, une génération impatiente de voir un changement radical tout de suite, sans attendre une hypothétique évolution pacifique. Helena Nogueira avait dix-sept ans quand elle a quitté avec sa famille le Mozambique. Elle va y retourner maintenant pour y faire son deuxième film de fiction *A farewell to Africa*. Elle est enthousiaste sur sa redécouverte du « pays natal », des changements qui se sont produits, du cinéma tel qu'il se pratique là-bas, de toutes les compétences techniques sur place.

Un amour sud-africain présenté à Créteil est une fiction. Si le contexte politique est très présent, la réalisatrice explique qu'elle ne peut pas, elle, cinéaste blanche, faire intervenir des Noirs directement dans l'histoire. Elle ne se sent pas en droit de le faire. Helena pense que *Cry freedom* est un film important : sa forme même et le renom du metteur en scène permettront la diffusion dans un large public et peut-être la présentation en Afrique du Sud.

L'autre film, documentaire, *Classified People*, tourné par une Française, Yolande Zauberman, est un portrait, celui d'un couple. Robert a quatre-vingt-onze ans, il vit avec Dorie. « Classés » noirs tous les deux, ils vivent dans les quartiers

réservés. Robert menait, au moment de la guerre de 1914, la vie d'un homme blanc, de mère allemande. Engagé dans un régiment noir pendant la première guerre, il épouse une Française, il a deux enfants. Surviennent en 1948 les lois d'apartheid et Robert se retrouve classé parmi les gens de couleur. Sa femme et ses fils amenés à vivre dans les quartiers blancs se séparent de lui.



Classified People : Dorie et Robert

L'absurdité et la violence du système sont soulignés dans le film par de courtes séquences d'entretien avec un journaliste noir dont le frère est « classé » blanc, et de monologues d'un ivrogne blanc qui égraine des « évidences » racistes : « *Un Blanc est un Blanc, un Noir est un Noir et un chien.* » Ce film est diffusé par la médiathèque des Trois Mondes. □

C. D.

CANNES 88 Le 41^e Festival de Cannes sera marqué par un hommage à Arletty et la présence de multiples stars. D'une légende, l'autre, Robert Redford et Clint Eastwood, passés du star-system à la réalisation, nous donnant rendez-vous avec deux œuvres consacrées l'une aux Chicacos, l'autre à Charlie Parker, « the Bird » ; retour en force des minorités aux Etats-Unis.

Côté européen, on attend beaucoup de l'adaptation de *l'Œuvre au noir* par le cinéaste belge André Delvaux ; hommage obligé à Marguerite Yourcenar disparue en ce début d'année. Peu de choses sont connues, à l'heure où nous mettons sous presse, de l'ensemble de la compétition officielle. Aux dernières nouvelles, la crise du cinéma rend difficile les choix des sélectionneurs des différentes sections du Festival.

Difficultés qui semblent avoir été par-

faitement maîtrisées par le comité de la Semaine internationale de la critique. Cette section créée il y a vingt-cinq ans par l'historien du cinéma Georges Sadoul est le point de rencontre des jeunes auteurs du monde entier. Cette année encore, des films rares seront proposés dans ce formidable tremplin que sont festival et marché du film de Cannes ; des films venus d'Afrique, d'Asie, des Etats-Unis et d'Europe. Les thèmes de l'immigration y sont récurrents *Tokyo Pop* de Fran Kuzni (une Américaine au Japon), de l'histoire de la décolonisation en Afrique *Testament* de l'auteur ghanéen John Akomfrah (la figure de N'Kwané Nkruma, vingt ans après), des migrations intérieures en URSS avec le film du Géorgien Timour Bablouani. De Chine populaire vient *le Puits*, un premier long métrage décapant sur la place de la femme dans une société profondément marquée par

les séquelles de la révolution culturelle ; autre situation difficile pour les femmes, celle de la Turquie avec *Dolunay* du réalisateur Sahyn Kaigun. L'Inde enfin, avec la quête de l'identité et de la langue bengali dans les années 30-50 avec *Ekti Jiban* (Portrait d'une vie) de Raja Mitra. Une sélection passionnée que nous aurons l'occasion d'évoquer après Cannes. □

Jean-Pierre GARCIA

Notre collaborateur Jean-Pierre Garcia fait partie du comité de sélection de la 27^e Semaine internationale de la critique. Il y représente notre journal.

CINEMA EN POCHE. Une toute nouvelle collection nous arrive de Belgique qui nous donne à lire le cinéma. Elle s'appelle *Long métrage* aux éditions Yellow Now. Le format est vraiment de poche, à serrer sur son cœur, ou glisser dans la manche. Les photos sont superbes. Le principe est un film par livre, une analyse, des témoignages, parfois une enquête. On y rencontre aussi bien M. Hulot en vacances que la Gertrud de Dreyer, Charles Laughton et Jim Jarmusch.

CHRISTIANE DANCIE

EN MAI VOIS CE QU'IL TE PLAÎT.

Le jeune cinéma va vraiment dominer les écrans, dans ce joli mois de mai qui a toujours vingt ans. Mehdi Charef présente son troisième : *Camomille*. Jeanne Labruno sort enfin dans un grand circuit. Et Claire Denis présente à Cannes son premier né : *Chocolat*, tourné au Cameroun. □

Yves THORAVAL

REGARDS
SUR
LE CINEMA
EGYPTIEN

Préface Jean Lacouture

Editions l'Harmattan

Le seul ouvrage en français sur le cinéma le plus important du monde arabe et de l'Afrique

Football

Avec la tête !

Tiens, du sport dans la rubrique culturelle ! Normal si l'on pense que la culture c'est d'abord la rencontre et si les sportifs se mettent à voir plus loin que leur ballon.

Le Red Star c'est cette drôle d'équipe de football qui vécut une agonie difficile avant de renaître, avec le soutien de tout un département et de nouveaux dirigeants.

Et renaître avec le soutien de la Seine-Saint-Denis, ça veut dire quelque chose ! C'est être lié avec les mêmes des cités qui tapent dans des ballons avant de savoir marcher et avoir tout à leur apprendre.

C'est avoir un public et un vivier de joueurs de toutes nationalités qui

viennent faire l'entraînement après le boulot pour certains.

C'est savoir que se rencontrer sur un stade, c'est déjà vivre ensemble. Alors le Challenge, c'est d'abord pour se faire plaisir et pour rencontrer les Portugais de Setubal, l'Africa sport de Côte-d'Ivoire, le Raja de Casablanca, la sélection nationale d'Algérie ou la crème des footex antillais...

C'est aussi l'occasion de réunir des partenaires associatifs sur des colloques : la violence dans le sport, par exemple, où le racisme (avec le MRAP). Tout ça ne tient pas au hasard, les sportifs y sont sensibles. Voyez Zaïr Kedadouche, l'un des joueurs de cette équipe.



Différences : Challenge de l'amitié et Red Star 93, quel rapport ?

Zaïr Kedadouche : C'est une particularité de notre club et de ses dirigeants. Ce sont des militants pour le sport, et qui pensent que le sport peut aider à régler pas mal de problèmes de société. Ils ont le souci de la justice, de la solidarité entre les gens ; d'aider les plus faibles.

Différences : Et ce type d'action te semble efficace ?

Z. K. : C'est pour nous, sportifs, le meilleur moyen de lutter contre toutes les formes d'exclusion. Pour nous, le lieu privilégié de la solidarité, c'est le terrain. Mais c'est ambigu le stade, c'est le lieu de la plus grande intégration, le lieu sans racisme, de toutes les couleurs de peau et

de la communication et c'est aussi le lieu de tous les débordements, de toutes les haines. Dans les tribunes, tu l'entends... C'est un acte concret, sans équivalent en France : comment lutter contre le racisme par le sport. Au lieu de manifester dans les rues, les sportifs peuvent aussi manifester dans les stades... les familles des victimes d'actes racistes ne sont jamais dédommagées, pourquoi les sportifs ne verseraient-ils pas, à l'occasion, la recette d'un match ?

Différences : Chacun avec ses armes contre le racisme ?

Z. K. : Oui. Tout le monde peut intervenir. Chacun sur son lieu de travail ou d'activité. Pour nous, c'est ballon au pied.

Différences : On parle de plus en plus d'une tournée sud-africaine des rugbymen ?

Z. K. : Ils ont des relations privilégiées avec l'Afrique du Sud. Il faut un boycott total et permanent. Cette tournée serait une honte. C'est là-bas que le racisme est le plus fort. Ça existe aussi ailleurs, mais là...

Différences : Ce tournoi de l'amitié, comme joueur... c'est important ?

Z. K. : C'est une fête, comme tous les matchs. De plus, ils viennent de l'étranger, c'est toujours enrichissant de rencontrer des pays différents. Le réaliser en Seine-Saint-Denis, c'est bien, car Le Pen y fait pas mal de voix. C'est une des réponses qu'on peut lui donner : des gens différents qui portent le même maillot, les mêmes couleurs et jouent ensemble. Chez nous, il y a quinze nationalités dans l'équipe première et, en équipe de France, c'est la même chose. Les joueurs sont d'origine africaine, antillaise, espagnole, italienne...

Différences : Il n'y aura pas que des matchs ?

Z. K. : Il y a aussi une réflexion sur le sport et la solidarité. Il faut élargir le stade... alors on invite des associations quand le stade ne suffit plus. La presse sportive ne joue pas son rôle dans ce domaine, il faut chercher ailleurs.

Le sport c'est pas deux gars qui se rentrent dedans. Tout le monde y est gagnant, quel que soit le résultat de la compétition. Personnellement, j'en ai marre de me faire insulter sur le terrain, moi ou les autres. On devrait pénaliser ces actes. Ils le sont bien dans la vie, pourquoi pas sur les stades ?

Différences : Mais qui en est responsable ?

Z. K. : Les éducateurs ont un rôle à jouer, les arbitres sont impuissants, les joueurs ne voient pas les vrais enjeux. Leurs paroles révèlent leur personnalité, dans un climat passionnel. Il y a d'autres façons de battre un adversaire. Ce ne doit pas être un ennemi, et le vocabulaire sportif, celui employé dans les vestiaires, est un vocabulaire guerrier, c'est grave.

Différences : C'est le Heysel ?

Z. K. : Ça c'est l'extrémité, les débordements. Mais c'est aussi les violences du dimanche dans chaque village, quand on course l'Arabe qui a marqué un but contre les locaux, quand on essaie de coincer l'arbitre.

Le racisme et la violence, ça marche ensemble. □

Sara Alexander :

UN CHANT FAUTEUR DE T ROUBLES

Auteur-compositeur, interprète, Sara Alexander est israélienne et contestataire. Son chant repose sur une poésie riche de paraboles et dit « l'urgence d'aimer » (1). Sur scène, l'interprétation se fait puissante, déchirante, dérangeante. Elle en appelle à l'utopie de la paix. Ecoutez.



« Je vais là où la graine de la poésie peut semer la paix. »

« Je suis née à Jérusalem. J'ai été élevée dans un kibboutz et l'éducation que j'y ai reçue, le respect de l'être humain, est restée ancrée en moi. Mon père venait de Turquie et ma mère de Roumanie. Après le conservatoire de musique de Haïfa, c'est à Tel Aviv que je suis devenue comédienne durant trois ans. Depuis que j'ai quitté Israël, il y a quinze ans, j'ai parcouru des milliers de kilomètres. J'ai chanté à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud. En Amérique latine, j'ai vécu dans un camion pendant une année. Nous allions de ville en ville, de village en village. J'ai fini par me fixer en France.

Pourquoi j'ai quitté Israël ? Le boulanger a besoin de farine pour pétrir son pain, le cordonnier de cuir, et l'auteur-compositeur d'être humains. C'est sa matière première. Il fallait aussi que je prenne du champ par rapport à mon pays, pour avoir une optique plus objective. A l'étranger, j'ai rencontré des créateurs arabes et je me suis sentie tout de

suite très proche d'eux. Nous appartenons à la même famille culturelle et poétique.

Les souffrances du passé ne sont pas un laissez-passer

Je chante pour des publics de tous âges. Ce ne sont ni le décor ni l'enveloppe qui m'intéressent, mais le cœur des gens. Dans un taudis ou dans un saloon, mon chant est le même. Depuis cinq ans maintenant, je travaille avec des enfants de toutes origines à Belfort. J'arrive dans une classe avec un accordéon et une guitare et je les embarque avec moi dans un voyage musical en Méditerranée. Les enfants chantent tour à tour en turc, en espagnol, en arabe, en yougoslave, en hébreu. Les petits Beurs arrivent à la maison et disent : « Maman, j'ai chanté en hébreu. » Aux parents étonnés, les enfants disent : « Oh ! elle est super, elle est cool, et elle aime les Arabes. » Après on fait la fête tous ensemble.

Vous savez, quand je suis sortie du kib-

boutz, j'étais pétrie de patriotisme. On est toujours formé par un discours. Mais peu à peu, tu fais le tri (Sara fait le geste de tamiser), tu prends le bon et tu laisses le mauvais. J'étais, il y a quelques mois, dans les territoires occupés. J'ai constaté de visu la grande maturité du peuple palestinien. Les femmes, les adolescents, les vieillards, tous ont un sens profond de leur identité, ils ont aussi la volonté du compromis. Au cœur de la plus grande souffrance, je n'ai pas entendu une seule fois « les juifs à la mer », ni les éternelles dénégations que je peux parfois entendre à Paris !

L'explosion qui a éclaté depuis décembre couve depuis longtemps. Je l'ai dit dans mes chansons : aucun peuple ne peut subir éternellement l'occupation sans se révolter. L'occupation gangrène tout : l'occupé, mais aussi l'occupant. Je m'adresse aussi à mon peuple et je lui dis : « De toi, j'attends l'amour comme l'enfant à naître. Nos ennemis sont aussi ceux qui bran-

dissent les souffrances du passé comme un laissez-passer » (2).

Permettez-moi de vous raconter une histoire qui a eu lieu il y a deux ou trois ans dans un village arabe, Oum el Fakhem, en Israël. Les habitants d'un kibboutz ont appris que Kahana, le chef d'un parti d'extrême droite, venait le lendemain installer son bureau dans ce village, une véritable provocation ! Le soir ils ont pris des camions et ils sont tous allés à Oum el Fakhem. Ils ont passé la nuit chez les familles arabes. Le lendemain matin, juifs et Arabes se sont enchaînés les uns aux autres tout autour du village pour empêcher Kahana de débarquer. Il est effectivement reparti bredouille. La télévision était là. Une vieille femme du kibboutz, rescapée d'un camp de concentration nazi, a interpellé les cameramen. Elle a brandi son bras et le numéro tatoué qu'elle portait au camp de la mort. Elle leur a dit : « Ça, pas chez moi, pas dans mon pays, jamais. »

Au-delà des sarcasmes, la poésie

Le camp de la paix existe en Israël. Il ne faut pas le sous-estimer. Personnellement, je pense comme le Parti progressiste pour la paix, comme Shalom Arshav (La Paix maintenant) qu'il faut faire la paix au plus vite sur la base de la devise : deux peuples, deux Etats. Cinq cents personnes, Israéliens et Palestiniens, étaient réunies récemment à Bruxelles pour en parler. Mais nous gênons les fanatiques pour lesquels nous sommes des fauteurs de paix. »

A la fin de l'année dernière, les Etats-Unis découvraient un bien étrange duo : Sara Alexander et Imad Saleh, sociologue palestinien et musicien. A Boston, ils ont chanté dans une synagogue, pleine à craquer, où ils ont eu droit aux embrassades chaleureuses et télévisées du rabbin. Même si les sarcasmes ne manquent pas de tomber de temps à autre, même si son engagement pour le droit du peuple palestinien à un Etat lui vaut quelques boycotts, Sara transmet ici sa disponibilité à chanter là où la graine de la poésie peut semer la paix (3). □

CHERIFA B.

(1) C'est le titre du recueil de poèmes de Sara publié ces derniers jours aux éditions de l'Harmattan.
(2) Chanson *Nomade de l'espoir* dans l'album qui en porte le titre : SA 311, distribution SFPP. Tél. : 42.70.81.40. Sara Alexander a également édité trois autres 33 tours : *Shalom-Salam*, SAP 212 ; *The seven specs*, BAN 49 05 ; et *Ashkelon*, Pathé-Marconi : 2 C 062 11618.

(3) Pour tout contact écrire ou téléphoner à Sara Alexander 8, rue de l'Espérance, 75013 Paris. Tél. : 45.81.29.52.

BEUR-BLUES-FUNK

Amar Sundy est un jeune chanteur et musicien de blues-funk. A 28 ans, il s'affirme déjà dans le monde de la musique. Aujourd'hui, le public découvre sa voix et sa technique, toutes deux très maîtrisées. Accompagné de trois musiciens, il a promené sa guitare et son feeling sur une scène du Printemps de Bourges. Un swing énergique, envoûtant.

Se produire à Bourges, c'est important pour un jeune groupe ?

Oui, bien sûr. Cela fait trois ans que nous jouons ensemble dans les clubs, les pubs, les festivals. On a déjà un public en région parisienne. Nous nous sommes fait connaître grâce à un passage à l'Olympia avec Lalanne et Higelin. Maintenant, nous avons besoin de nous structurer professionnellement, au-delà de l'aspect musical. Bref, montrer ce que l'on fait à un public plus vaste, et rentrer dans le business. Bourges offre cette ouverture auprès des acheteurs et de la presse.

Pour nous, cela a très bien marché. La salle n'a pas cessé de se remplir. Peut-être, l'année prochaine, reviendrons-nous sur une scène plus grande...

Tu as récemment passé un mois aux Etats-Unis. Tu as déjà joué avec les plus grands noms du blues, B. B. King, Luther Alisson, Linda Ho Kirs, etc. La France n'est pas un bon terrain pour démarrer ?

Ce n'est pas le plus facile. Les salles pour se produire sont trop petites. Il est difficile d'en décoller. Et puis, l'activité de musicien professionnel y est encore trop perçue comme marginale. Aux USA, au contraire, c'est un réel métier avec un syndicat, avec des droits. Mais, aujourd'hui, peu importe où l'on démarre. Une carrière est nécessairement internationale. On ne peut plus raisonner à l'échelle de l'Hexagone ni rester sectaire au niveau du public à conquérir.

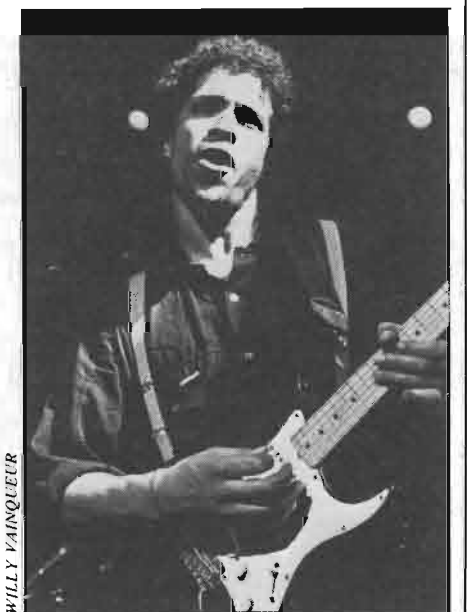
Tu penses donc qu'il y a une place en France pour Amar Sundy ?

Oui, je crois que nous avons un style à défendre. Et je ne dirai pas, comme certains l'affirment, que la création musicale est morte, chez nous. Nous ne sommes pas au sommet d'une vague, soit. On attend quelque chose. Je crois qu'il existe des alternatives au Top 50. Trop de gens en ont marre de cette manipulation où il n'est plus

question de talent, mais du nombre de disques vendus. Je ne suis pas contre le principe, mais je ne ferai pas une musique standard pour y entrer.

Aux antipodes, il y a le rock alternatif, avec ses propres labels. C'est un mouvement intéressant. J'espère qu'avec plus d'exigences et moins de concessions, on arrivera en France à une plus grande richesse musicale.

Tu es algérien. La culture musicale des Beurs, ça existe ?



WILLY VAINQUEUR

De plus en plus de jeunes issus de l'immigration deviennent en effet musiciens. C'est normal, c'est le brassage culturel. Cela implique des sensibilités très différentes pour aborder la musique. Dans notre groupe, nous venons d'horizons variés. Cette diversité musicale est un atout important pour réussir. □

Propos recueillis par LAURE LASFARGUES

Amar Sundy, le 19 mai à Grenoble et le 15 juin à Aubervilliers, puis deux semaines de tournée en Suisse. Contact : 48.33.87.80.

AGENDA

2 Jusqu'à la fin juin, *Les Chaises* de Ionesco, au théâtre de la Colline. Mise en scène de Jeab-Luc Baulté, avec Pierre Dux et Denis Gende. Rens. : 43.66.03.00.

5 *Kassav*, les rois du zouk antillais, au Zénith. Ils n'ont pas perdu la pêche face au succès. Ça va démenager sous le chapiteau. Loc. : 3FNAC.

5 Le *Tokio Metropolitan Symphony Orchestra* (ouf !) est à Bourges. Mozart, Saint-Saëns et Brahms seront de la fête, ça va changer du Printemps. A la maison de la culture. Rens. : 48.20.13.84.

7 Soirée de gala du troisième *Mois de la photo d'Auxerre*. Avec diaporamas en plein air, multivisions. Jusqu'à la fin du mois : expo photo, bourse d'échange, un concours et des animations. Centre culturel de l'Yonne, Abbaye Saint-Germain, 89000 Auxerre. Tél. : 86.46.68.89.

9 Ouverture du VII^e Festival international de jazz d'Amiens, avec Eric Barret Trio. Jusqu'au 14 mai.

9 Jusqu'au 27, *Au-delà du cliché*. Une expo photo présentée par les centres d'aide par le travail. C'est à Reims, dans les locaux de la Sécurité Sociale, 14 rue du Ruisseau. Rens. : 26.85.96.21.

10 Jusqu'au 15, cinquième édition du *Festival des musiques actuelles* au centre André-Malraux de Vandœuvre (54). Dix-huit concerts, vingt formations musicales pour une vitrine de l'activité musicale contemporaine. Rens. : 83.56.15.00.

10 Deux opéras au Théâtre de la Bastille : création d'une œuvre de *Michael Finnissy*, *The Undivine Comedy*, du 10 au 14 mai. Et un opéra de Berthold Brecht et Kurt Weill : *Celui qui dit oui, celui qui dit non*, du 19 au 26 mai (19 h 30). Cette dernière œuvre sera présentée à Belfort les 6 et 7 mai, et à Colmar les 3, 4 et 5 juin. Théâtre de la Bastille, Paris. Tél. : 43.57.42.14.

11 Un spectacle de contes berbères : *Une étoile dans l'œil de mon frère*, par le théâtre Nedjma. Récit autobiographique (enfance en Kabylie), histoires courtes et poésie... aux odeurs de thé à la menthe. Festival de la parole d'Alès le 11 mai (salle Le Royal, 17 h) et Mai théâtral de Strasbourg, le 16 mai (Le Mal, 21 h).

13 Jusqu'au 29 mai, *Pinocchis*, par le théâtre Am Stram Gram de Genève. Un grand classique adapté comme un conte de fées. Maison des Arts de Créteil. Tél. : 48.99.18.88.

S P E C T A C L E S

DANSE-THÉÂTRE

UN MAI NOMME DESIR : huit spectacles autour du thème de l'amour et du plaisir. Des créations théâtrales, et de la danse, des poèmes de troubadours et des poèmes d'aujourd'hui, du chant, de la musique, etc. « *A trop parler d'amour, Ovide enivrait les femmes et les hommes... Il interrogeait sans cesse l'âme humaine par le moyen du corps* », remarque Serge Magniani à propos d'*Ovide les amours*, pièce créée pour l'occasion. Daniel Berrioux, lui, s'interroge sur l'obsène, région obscure si peu visitée par le théâtre. « *Pour moi, il s'agit, comme toujours au théâtre, d'émouvoir. Emouvoir par les échos de la langue résonnant dans le corps.* » (Il signe le spectacle *Un dimanche à Poissy*, d'après deux œuvres de Pierre Louÿs.) □

Un mai nommé désir. Demandez le programme au 46.72.37.43... soudain, vous serez amoureux. *Manifestation présentée par la compagnie Catherine Dasté au théâtre d'Ivry (métro Mairie-d'Ivry).*



La Semaine de la comète, par le théâtre du Fil et le théâtre Globune, une expérience unique.

JUDA SYMPA. Judas est-il réellement un traître ? Le diable n'est-il pas, finalement, sympathique ? Drôles de questions que se pose Sophie Loucachesky dans son spectacle. Elle s'inspire, pour cette création, de deux textes de Paul Claudel, un Claudel méconnu, puisque humoristique.

« *Un numéro de cabaret claudelnie* », comment Sophie Loucachesky, qui affirme : « *Claudel peut faire rire* ». C'est le défi qu'elle relève dans ce spectacle renversant, où Judas, puis Ponce Pilate s'interrogent, comiques et dérisoires, sur la faute et la vérité. Deux monologues entre ciel et terre. Pour tous ceux que Claudel ennuie d'habitude. Avec Philippe Fré-tun et François Berléand. □

Judas Pilate, au théâtre Paris-Villette, jusqu'au 31 mai (tél. : 42.02.02.68).

LAURE LASFARGUES

PENITENCIER. Mettray : une colonie pénitentiaire pour jeunes délinquants. Dix mille enfants, de 10 à 14 ans, y ont défilé durant un siècle. Ils y étaient rééduqués par le travail agricole. Créée en 1840, c'était alors une maison de correction modèle pour la France, et aussi pour l'étranger. En réalité, sous des apparences modernistes, c'était un horrible bagne. Un lieu de misère, de répression et même de torture. Jean Genet y passa son adolescence. Et Michel Foucault en dénonça le scandale.

L'histoire, écrite par Marc Soriano, s'inspire donc de faits réels. Tout commence un soir, où il fait particulièrement chaud à Mettray. La veille, on a refusé aux jeunes colons de voir passer la comète. Ils se révoltent, prennent les adultes en otage et exigent d'eux la rédaction d'une charte des enfants. Pour eux... et pourquoi pas pour tous les enfants du monde. Une révolte utopique pour une issue dramatique.

La semaine de la comète est jouée par le théâtre Globune et le théâtre du Fil. Cette dernière compagnie est subventionnée par le ministère de la Justice et mène

une expérience, unique en France, de théâtre-école encadrée par des comédiens professionnels et des éducateurs. □

La semaine de la comète. Du 16 au 3 juin, théâtre Romain-Rolland, Villejuif (tél. : 47.26.15.02) et du 21 juin au 3 juillet, au studio Berthelot, Montreuil-sous-Bois (tél. : 42.87.86.24).

MOMME NU. L'Atroupement 2 présente *Le chariot de terre cuite* de Claude Roy, pièce écrite d'après un drame sanskrit du VII^e siècle. « *Cette œuvre montre ce que souhaite dévoiler toute œuvre d'art : L'Homme nu, ou, comme disent les Indiens pour décrire cette humble condition : l'homme vêtu d'espace.* ». (Patrick Le Mauff, metteur en scène). Un thème classique de la littérature indienne : la prostituée au cœur pur. □

B L O C - N O T E S

YVES THORAVAL

Les amis du cinéma de Tétouan.

L'ancienne capitale du Maroc espagnol, dont un certain nombre d'habitants sont trilingues (arabe, français, espagnol), héritière d'une grande tradition andalouse grâce à l'afflux de musulmans et de juifs chassés d'Espagne après la Reconquista, la blanche Tétouan s'enorgueillit d'organiser, depuis quatre ans, les seules rencontres cinématographiques au sud de la Méditerranée, consacrées aux riverains, et vitrine internationale du cinéma marocain. Les Amis du cinéma (le ciné-club de cette préfecture entre mer et Rif) pour la quarante et unième année consécutive, ont réussi le tour de force de projeter, du 20 au 30 mars, cinquante films d'une dizaine de pays méditerranéens.

A Tétouan sont venus, entre autres, les Egyptiens Abouseif, Chahine et Mohammed Khan autour de retrospectives de leurs films, les Marocains Nabil Lahlou pour son tout nouveau *Brahim Yach* et Maouni pour *Transes*, Agnès Varda, avec Jane Birkin, André Téchiné, avec *Les Innocents*, les Algériens Zemmouri et Allouache, Nouri Bouzid pour la Tunisie (*L'Homme de cendre*), le Palestinien Michel Khleifi avec son *Noces en Galilée*...

Les dominantes : l'Egypte, la France, l'Italie, l'Espagne (sur le thème du cinéma andalou), bien sûr, mais la crise, qualitative et quantitative du cinéma maghrébin, qui circule à peine entre les trois pays, était au centre des préoccupations. Et cela dans un Maroc riche d'élites et de publics éveillés mais où ni l'Etat (malgré les efforts de Souheil Ben Barka à la tête du Centre cinématographique marocain), ni les capitaux privés ne se montrent intéressés par le 7^e Art. Les réalisateurs marocains sont obligés de bricoler pour produire de un à huit longs métrages, selon l'année, depuis 1980. (Une soixantaine de longs métrages ont été réalisés au Maroc depuis l'Indépendance, en 1956). Il faut soutenir Les Amis du cinéma de Tétouan dans leur entreprise, unique dans un pays du Tiers Monde. Ils donnent à voir ce qu'il y a de mieux dans les cinématographies de leurs voisins arabes, latins, turcs, balkaniques et ont réussi à créer un véritable pôle du film de qualité là où, généralement, seul le diktat des compagnies commerciales de distribution françaises et américaines fait la loi !

Armes orientales. Splendeurs des Armes orientales, (jusqu'au 31 juillet) en deux cent cinquante pièces fabuleuses, littéralement truffées de jade, de turquoise, de cristal, d'ivoire et d'or, présentées à la galerie Art 4 de La Défense, ouvre à nos yeux éblouis, les trésors de cet art à part de l'armement qui a fleuri dans tout le monde musulman, en particulier dans l'Empire ottoman, dans l'Inde moghole et dans la Perse safavide.



Dague à poignée de jade (Inde mongole, deuxième moitié du 17^e siècle).

Cinémaraabe. Chaque printemps, tradition à laquelle on souhaite longue vie, revient le *Festival du film arabe*, la sixième édition cette année, au Cluny-Palace, à l'Institut du monde arabe et en banlieue (localisations non encore définies). Pour 1988, on aura droit à un panorama très important, l'un des plus complets depuis longtemps, du cinéma algérien de 1964 à 1983, avec des films de Rachedi, S. Riad, M.-L. Hamida, T. Fares, F. Belloufa, etc., les grands quoi.

Et, inédite totalement, une anthologie du court métrage algérien. Et puis un hommage, en sa présence, au grand acteur-casseur-méchant- grande gueule égyptien Farid Chawqi qui a bien dû jouer dans cinq cents films (!) depuis le début de sa carrière, parmi lesquels le superbe *Le Costaud* de Salah Abouseif (jusqu'au 4 mai).

Cinéma noir. Pas celui qui fait troyer la couleur du même noir mais tout un pan occulté du cinéma américain livres et projections tous azimuts nous assènent : celui « au-delà de la victimisation » fait par ou pour les Noirs des USA, vers eux le plus souvent : un passionnant nouveau dossier illustré de « cinématocion », sur une dimension inédite du cinéma, universelle tout simplement. □ Musée Bossuet. Palais épiscopal, Meaux, 77100. Tél. : 64.34.84.45. Art 4 La Défense, 92400 Courbevoie (RER). Tél. : 47.96.25.49. Festival du film arabe. Tél. : 47.66.32.83.

15 Pour six semaines encore, *Quatre peintres arabes* à l'Institut du monde arabe (23, quai Saint-Bernard, 75005 Paris). Ils viennent du Maroc, de Tunisie, d'Irak ou de Syrie et sont pleins de talent. C'est aussi l'occasion de découvrir l'IMA. Rens. 46.34.25.25.

16 Jusqu'au 19, *Musiques et danses de l'Inde du Sud*, à la maison des cultures du monde (101, bd Raspail, 75016 Paris). Un invité d'exception pour ces trois soirées : Ragunath. Rens. : 45.44.72.30.

24 Jusqu'au 29 mai, *le Roi corf*, de Gozzi. Cet auteur italien du 17^e siècle, très *commedia dell'arte*, raconte l'histoire d'un magicien victime d'un mauvais sort. Par le Cocktail Théâtre à la Maison de l'étranger, Marseille. Tél. : 91.95.90.15. Dans le même lieu, le 16 mai : musiques et contes traditionnels du Burkina Fasso, et le 17 mai : les *Grawas* de Marrakech.

24 *L'Orchestre national de Lille* joue dans sa bonne ville. Début des notes à 20 h 30 précises, à l'Auditorium.

30 Jusqu'à fin juin, *Transfensch*, un voyage au cœur de la vallée industrielle de la Fensch, en bus et en théâtre. L'aventure du quotidien lorrain démarre à 19 h en gare de Thionville et pour cinq heures. Rens. : 82.33.28.67.

26 Ouverture de l'exposition *Au royaume du signe*, appliquées sur toiles des Kubas. C'est au musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo, 75110 Paris. Jusqu'au 22 septembre. Rens. : 45.00.01.50.

27 *Doudou N'Diaye Rose* au CAC de Mulhouse, c'est un événement. Au Sénégal, il est considéré comme le plus grand joueur de tambours du pays. Rens. : 89.45.63.95.

31 Jusqu'au 3 juin, *Festival du cinéma psy* à Lorquin (57790). C'est au centre hospitalier spécialisé de Lorquin : cent films dans quatre salles. Rens. : 87.24.88.01.

AUBER ESTIVAL. Aubervilliers nous offre une nouvelle édition de son Festival. Cette année, plus de vingt-cinq concerts publics avec notamment Karim Kacel, Vander Trio, Sixun, Lulu Berthon, Jean Guidoni, Blue Bossa, Amar Sundy, Ghida de Palma, Elli Meidiros, Carmen Cortès, Bertignac et les Visiteurs, maxime Le Forestier... l'inventaire des différences. Le tout du 10 au 18 juin. Tarifs, réservations et renseignements à l'OMJA, tél. : 48.33.87.80, ou au service culturel : 48.34.18.87.

LE MYTHE DE L'INDIVISIBLE

Et si la France éternelle n'était qu'un rêve idéologique forgé au fil du temps, un modèle idéal imposé pour donner corps à un hasard historique ? Et si la France, « Une et Indivisible » s'était faite d'abord contre les Français de toutes origines culturelles avant de servir de référence face au monde et aux autres ?

l'agglomération, par conquête, par assimilation : l'adjonction de la Savoie et de Nice, de la Corse, de la Bretagne n'est pas si ancienne. Nos ancêtres les Gaulois, c'est une thèse plutôt récente, imposée par l'école de la République unificatrice et dont on sait aujourd'hui qu'elle ne vaut pas tripette.

Ce décalage entre recherches historiques qui démontrent l'absurdité de la thèse d'une continuité de la France et l'histoire enseignée à l'école ne fonctionne que parce que les Français ont, au fil des années, confondu histoire et mythologie nationale.

Comment et pourquoi ces mythes, fondateurs de la France, fonctionnent-ils ? C'est tout l'objet de ce livre décapant. On en sortira convaincu que l'histoire aussi a une histoire : à la fois science et liturgie, credo scientifique et foi nationaliste, description du passé et décriptage de ce passé par nos propres grilles de lecture. Aucune écriture de l'histoire n'est innocente, elle est un regard sur le passé et non « le » passé.

L'imaginaire d'une France éternelle a fondé les idéologies d'une quasi-race française, peuple homogène et unique traversant le temps, menacé par les « étrangers » venus d'ailleurs.

Agrégée d'histoire, enseignante universitaire, Suzanne Citron nous offre trois cents pages de réflexion sur l'histoire de France. Pas pour la réfuter, la modifier ou la révéler, simplement pour nous faire voir les étonnantes variations d'interprétation qu'elle a subies au fil du temps. Car, pour Suzanne Citron, l'histoire enseignée à l'école (et après), c'est toujours une histoire-justification du présent. Et l'histoire de France n'échappe pas à cette règle qui fait oublier que notre pays est né de

Certains historiens (l'Allemand Werner, par exemple) font même de l'imaginaire « français » la première composante de l'« histoire de France ». Autant dire que le livre de Suzanne Citron se place plus comme interrogation et volonté de déranger le train-train que comme somme de certitudes. C'est une utile remise en cause de l'encore évidente et sacralisée « histoire consensuelle ». Pour *Différences*, la rencontre avec Suzanne Citron s'imposait.

Différences : Le titre du livre et Vercingétorix en couverture, provocation ?

Suzanne Citron : Ce livre n'est pas uniquement celui d'une historienne, mais aussi d'une participante aux débats fondamentaux, celui par exemple sur l'identité nationale. On y a vu d'un côté une extrême droite affichant son hostilité foncière à l'immigration (surtout arabe)... Du côté de la gauche, il y a ou silence ou blocage, liés au rapport entre identité française et une certaine histoire de France enseignée par la Troisième République. Je veux interpeller les chercheurs qui ne remettent pas en question les schémas classiques de compréhension du passé, modélisés par l'école républicaine.

Différences : Le mot « mythe » n'est-il pas fort. Il ramène à « légende » ?

S. C. : Le fait qu'il y ait au Panthéon de grands hommes est révélateur d'une mythification. Pareil dans les livres où un certain nombre de personnages sont mythifiés en valeur (dans des livres scolaires tel le Lavis), symboles d'une France éternelle et donc toujours légitimée.

Vercingétorix ? On ne sait même pas s'il a vraiment existé sous ce nom (qui signifierait général...). Charles Martel, lui, a existé, mais c'est son interprétation, comme sauveur d'une France qui n'existait même pas, qui pose problème. Les Français ont un rapport si existentiel à l'histoire qu'ils ne sont pas préparés à la discuter. Or, l'histoire c'est le passé, mais aussi une manière d'écrire le passé.

L'histoire républicaine, de la Troisième République, est une manière d'écrire l'histoire. Sa force fut d'avoir constitué une synthèse du passé cohérente en organisant sa lecture autour du mot France. Dans l'optique de l'époque, il s'agissait d'imposer la vision de la nation qu'avaient les dirigeants de la Troisième République : adhésion au modèle révolutionnaire (de

89), père de la nation française. Idéologiquement, la référence fondamentale du XIX^e siècle, c'est l'idée de *Nation Une et Indivisible*, l'idée de patrie étant renforcée par les réactions contre la défaite militaire de 1871.

L'idée de nation est une valeur idéologique à usage interne, celle de patrie est orientée contre l'ennemi. A l'époque, tout cela est assimilé aux valeurs républicaines.

Le vecteur de cette idéologie : l'école qui va intérioriser l'idée de nation. L'école éduque, républicanise et canalise les futurs citoyens. C'était nécessaire, de leur point de vue car, au milieu du XIX^e siècle, la France est un pays multilingue où ces idées de patrie-nation sont lointaines.

Différences : Comment ce concept de Nation naît-il ?

S. C. : En gros, l'idée de nation, autour d'une autorité centrale germe chez les clercs et les « bourgeois » seulement vers le XV^e siècle. Elle se construit à partir du moment où sont récapitulés les textes des *Grandes Chroniques de France*. L'idée chemine qu'il existe quelque chose, un concept qui s'appelle la France. Des abrégés d'Histoire de France (en fait Histoire des rois) apparaissent. Les domaines artistiques sont touchés et jouent leur rôle : naît alors « la douce France... », mais c'est un cheminement très lent, séculaire.

Au XVIII^e siècle, tout cela se cristallise dans une certaine intelligentsia, en désamour avec la monarchie. Une intelligentsia aristocrate-bourgeoise, le peuple est d'abord de sa paroisse, même si existe l'idée du Royaume de France, exclusivement à travers la religion d'Etat et son bras : l'Eglise.

Avec la Révolution de 89 et la proclamation du Tiers-Etat en Assemblée nationale, il y a transfert du pouvoir (du roi au peuple), mais aussi transfert du sacré : la nation est avant tout, au commencement de tout.

Sous la Troisième République, l'adhésion quasi religieuse à la patrie-nation perdurera et aujourd'hui encore...

Jusqu'au milieu du XIII^e siècle, le roi était « roi des Francs », pas roi des Français. L'espace, c'est le royaume des Francs, plus étroit. Le mot « Francia » n'en désigne, de plus, qu'une partie : le territoire de l'ethnie franque et son espace de pouvoir.

L'historiographie du XIX^e siècle a plaqué le mot France sur un ensemble disparate, sans unité. Aujourd'hui encore, l'historiographie reste finaliste, plaquant l'Hexagone dans un passé où il n'existe pas.

Différences : Quelles ont été les bases de ce mythe fondateur ?

S. C. : La fabrication de l'histoire s'est construite autour des rois Francs, par une succession de textes écrits, de chroniques. Au VII^e siècle est ainsi introduite l'idée que les rois Francs sont les descendants des vaincus de Troie. Une histoire qui sert à légitimer les pouvoirs successifs. Le baptême-sacre de Clovis et les légendes qui l'entourent servent ainsi à instaurer une mystique de la continuité.

Chaque succession dynastique devenait matière à surajout, les Capétiens finissant par valider cette mythologie comme

histoire du royaume. Il faut attendre le XV^e siècle pour retrouver ceux que les Romains nommaient Gaulois (et qui se nommaient Celtes).

Le débat tourne à l'idéologie au XVIII^e siècle – peuple gaulois contre aristocratie franque descendue des Troyens perdus. La révolution marque aussi la victoire de la thèse gallo-romaine qui permet aux libéraux du XIX^e siècle d'y retrouver l'origine du peuple homogène, du peuple français. L'idée de nation se justifie alors par l'histoire de rois guidant la destinée d'un peuple unifié.

Différences : Nos ancêtres les Gaulois ?

S. C. : C'est aujourd'hui le mythe fondateur de la nation : la « race » gauloise avec braies et moustaches, civilisée par la culture romaine. Il y a là, déjà, appui pour des thèses xénophobes.

Différences : Le mythe fondateur est construit à posteriori ?

S. C. : Oui, il justifie et pérennise une situation. Il l'immortalise en la justifiant à l'échelle historique, quitte à réécrire l'histoire.

Différences : Mais en 1987, la nation, la citoyenneté, la France... ?

S. C. : La grille de lecture dont je viens de parler reste encore très marquée, mais on sent qu'elle ne fonctionne plus. Cependant le débat actuel sur la

nationalité se nourrit complètement de toute cette historiographie : les Gaulois et les autres.

Différences : Faut-il trouver des mythes de remplacement ?

S. C. : Peut-être, mais pas des mythes d'origine. L'histoire a remplacé les mythologies originelles fondatrices. Nous avons surtout besoin d'ouverture, de projets incluant des espaces culturels différents. Je remplacerais « mythe » par « utopies mobilisatrices ». Sans illusions mais avec des objectifs.

Différences : La France « Une et indivisible », c'est fini ?

S. C. : Oui, et elle s'était traduite par le jacobinisme et le centralisme, encore aujourd'hui, rien que sur des prises d'initiatives, et de décisions sur l'acceptation des diversités, sur la défense des langues et des cultures minoritaires les butoirs demeurent.

Cependant, le mythe, on s'y réfère, mais il a été rompu par les immigrations, la résurgence d'une judaïté différente, le maintien – difficile – mais le maintien de cultures minoritaires.

Différences : Mais les mythes ont la peau dure ?

S. C. : Je suis pessimiste, d'un certain consensus sur ces mythes fondateurs. Les débats sur la nation, la citoyenneté, l'identité sont très mal assurés à gauche. C'est le silence. En outre, le bicentenaire de la Révolution nourrira sans doute encore ces belles histoires. Mais le côté optimiste, c'est que le débat se mène, ici ou là. □

Propos recueillis par FRANCK TERUEL

Le mythe national : l'histoire de France en question, de Suzanne Citron, 3^e édition. Editions ouvrières



Vercingétorix : un héros incertain

Contre Le Pen

Europe Unites Against Racism and Fascism

NATIONAL DEMONSTRATION LONDON



A Londres, contre Le Pen, devant l'ambassade de France, le 23 avril.

Il s'est trouvé six cents élus pour co-présenter la candidature de Le Pen à la présidentielle. Six cents ! Les noms de cinq cents d'entre eux, tirés au sort, ont été publiés par le *Journal officiel*. Efficacité du travail des comités du MRAP ? On n'y trouve aucun nom de maire d'une grande ville.

Touché, Le Pen n'a pas hésité à dénoncer les « racistes du MRAP » qui ont osé écrire aux élus de France pour leur demander de ne pas soutenir ce candidat condamné à plusieurs reprises pour ses propos racistes. Il faut sans doute considérer les insultes de Le Pen comme le plus bel hommage possible (et involontaire) à l'efficacité de la campagne anti-FN.

Sur le terrain, les manifestants ne désespèrent pas. Quatre cents personnes à Rennes, sous la pluie quand le chef du Front national vient tenir meeting. A Paris, la tournée du XX^e arrondissement se heurte à une contre-manifestation, tout comme à Tours. A Nantes, quatre mille manifestants, selon *Ouest-France* pour ce que le journal appelle « une mobilisation exceptionnelle ». Rassemblement de protestations anti-Le Pen aussi à Metz (mille personnes).

JUSTICE ET POLICE

Le MRAP organise, les 3 et 4 juin prochain, un colloque sur « Justice et police face au racisme ».

Les travaux devraient être féconds puisqu'y participeront quatre syndicats de police (FASP, SNAPC, CFTD et CGT), le Syndicat des avocats de France et plusieurs syndicats

Amiens, Perpignan, Marseille, Montauban, Besançon ou l'Est Républicain est « frappé de l'ampleur du rassemblement », Cholet... la liste s'allonge semaine après semaine. Et il n'est plus désormais de meetings d'extrême droite sans manifestation antiraciste.

Le questionnaire envoyé aux candidats à la présidentielle par le MRAP et publié dans *Différences* d'avril a été largement répercuté dans la presse. Par *Le Monde* et *l'Humanité*, mais aussi en province par *Nord-Eclair*, le *Républicain lorrain*, *Lyon-Libération*, *Centre Presse*, le *Courrier de l'Oise*, le *Courrier républicain*, *Ouest-France*, le *Havre libre*, la *Voix du Nord*, la *Charente libre*, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, la *Montagne*... Un quasi-bottin de la presse régionale.

Enfin, les mouvements antiracistes de sept pays européens se sont regroupés pour manifester le 23 avril contre le candidat FN qui « diffuse le racisme et les idées fascistes ». On a donc manifesté en Belgique, au Danemark, en RFA, en Grande-Bretagne, en Suède, en Norvège et, bien sûr, en France, à la veille du premier tour des élections françaises. Contre le candidat raciste. □

du secteur judiciaire et pénitentiaire : le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des personnels de l'éducation surveillée, la CFTD-Justice, la CGT et le SNEPAP. Des parlementaires et des chercheurs sont également associés aux travaux, tout comme des associations de jeunes et des familles de victimes...

ACTIONS

□ **SOLIDARITE HAÏTI.** Le MRAP-Essonne a protesté contre la situation faite à Jude Calixte, un réfugié haïtien en France depuis 1983. Ses papiers n'ont toujours pas été régularisés ! Le MRAP est intervenu auprès du préfet, soulignant que Duvalier, le bourreau du peuple haïtien fut, lui, libéralement accueilli en France.

□ **DESSIN.** « Si tous les enfants du monde »... c'est le titre du concours de dessins qu'a lancé la Fédération du MRAP des Pyrénées-Orientales dans les écoles primaires et maternelles. Clôture le 27 mai. Remise des prix le 15 juin, dans le cadre d'une exposition d'une semaine de l'ensemble des œuvres réalisées par les enfants.

□ **PERPIGNAN.** Le MRAP en assemblée générale, c'est « pour élargir la lutte contre le racisme, enraciner chez la génération montante un idéal d'amitié entre les peuples... » Deux nouvelles antennes du comité sont à naître dans le département : à Céret et à Prades.

□ **CONTRE LES CAMPS.** Six cents signatures pour la fermeture des camps de rétention ont été rassemblées dans la région de Tours, à l'appel du MRAP, de la LDH et du Syndicat des avocats de France.

□ **RESEAU.** Réunis à Chartres, les adhérents MRAP de la Fédération d'Eure-et-Loire se sont déclarés inquiets de la multiplication des expulsions. Ils ont décidé de mettre sur pied « un réseau d'alerte et de solidarité », notamment au départ des aéroports ». Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, suivait les travaux de l'assemblée au cours de laquelle la création d'un réseau d'hébergement a été envisagé.

□ **LES ULIS.** Dix initiatives sur un mois dans le cadre de l'opération « ensemble contre les exclusions » ont rassemblé nombre d'organisations, dont les comités locaux du MRAP.

□ **PALESTINE.** Le MRAP de Montpellier a organisé une soirée Palestine, le 18 avril autour du film *Les figuiers de barbarie* ont-ils une âme ? A Roubaix, c'est sous la forme d'une conférence-débat que le comité local s'est manifesté,

avec l'aide de l'universitaire Jean-Paul Chagnollaud, de retour des territoires occupés. Débat aussi à Lille (avec Dominique Vidal), exposition à Montpellier avec l'aide de l'ASFA. D'autres actions de solidarité ont eu lieu à Clermont-Ferrand, Bordeaux, Limoges, Marseille, Agen et Saint-Etienne.

□ **AMIENS.** Pétitions et stand en plein centre ville, pour les droits du peuple kanak. Le comité local du MRAP a également participé à l'envoi de lettres aux procureurs de la République pour protester contre le verdict du procès de Hienghène où les meurtriers de dix Kanaks ont été acquittés.

□ **RODEZ.** Là, c'est avec la LDH et le Comité de soutien au peuple kanak que le MRAP a organisé une soirée d'information sur La Nouvelle-Calédonie, une colonie de trop ? avec un représentant de la communauté kanak et un ethnologue.

□ **NICE.** C'est par lettre que le MRAP local s'est adressé à Jacques Chirac sur la Nouvelle-Calédonie. « Les mesures d'exclusion, de discrimination, la violente répression exercée à l'encontre du peuple kanak, la militarisation systématique du territoire constituent une provocation intolérable et ne font qu'accroître la tension », souligne notamment le message.

□ **RECU.** A Marseille et Marignane, le MRAP, le CAIF et l'AFASPA se battent depuis des semaines contre l'expulsion de la famille Bougheraa. Une expulsion qui éclaterait une famille : les trois enfants sont français ! Des centaines de signatures ont été recueillies, la population garde la famille sous sa protection. Les autorités ont déjà reculé, mais il faut maintenant obtenir un titre de séjour pour régler l'affaire dans le bon sens.

□ **LETTRE.** Trente-six signatures d'enseignants au bas de la lettre adressée à l'ambassade d'Israël en France pour l'arrêt de la répression dans les Territoires occupés : « Un peuple qui opprime un autre peuple ne peut pas être un peuple libre », soulignent les signataires à l'appel du Comité d'Avignon. Initiatives identiques à Cannes, Orthez et Vizille.

ADIEU DULCIE

L'assassinat de Dulcie September par les tueurs sud-africains a soulevé une grande émotion parmi les nombreux militants du MRAP qui avaient eu l'occasion d'approcher ou de rencontrer notre amie dans les multiples débats où elle venait expliquer la situation faite à son peuple. La très forte émotion ressentie n'a pourtant pas paralysé l'action et les comités MRAP ont partout organisé des manifestations contre le régime d'apartheid et en hommage à Dulcie.

A Paris, plusieurs milliers de personnes ont accompagné sa dépouille au cimetière du Père-Lachaise. A Saint-Etienne, Grenoble, Lille, Rennes, Nantes, Saint-Nazaire ou Avignon, c'est dans la rue que l'on a rendu hommage à la militante de l'ANC et demandé la rupture de toute relation avec l'Afrique du Sud. Clermont-Ferrand, Lille, Rouen... la liste est longue.

Ces manifestations exigeaient aussi, très souvent, la vie sauve pour les six militants promis à la potence à Sharpeville et dont l'exécution avait été retardée d'un mois. A Endoume, Cherbourg, Agen, Troyes, Lorient, Dijon, Pau, manifestations, débats et informations diverses se sont succédés au fil des semaines.

Ainsi, à Saint-Etienne, huit organisations ont signé un texte, à l'appel du MRAP, exigeant que le gouvernement français intervienne auprès de Botha.

Jacques Valery, président du Comité local de Mont-de-Marsan, nous a fait parvenir le texte suivant :

« Une petite rue de Mont-de-Marsan à la plaque délavée ; quelques dizaines de personnes partageant la même émotion en ce mardi soir pluvieux... »

« Un bouquet de fleurs sous la photo d'une femme noire modestement habillée, au regard doux et triste derrière de grosses lunettes d'écaïlle... »

« Dulcie September est tombée sous les balles des racistes. »

« Il y a deux mois, elle était dans notre ville pour nous informer sur l'apartheid avec mesure et dignité et montrer à quel point ce système institutionnalisé en Afrique du Sud est ignoble. »

« Ignoble aussi le gouvernement Botha qui suscite de telles méthodes et nous ne pouvons que l'assurer de notre plus profond mépris, de notre dégoût. »

« Le MRAP espère qu'au vu de l'émotion considérable soulevée par cette "exécution" (il n'y a pas d'autre mot), les gouvernements — et en particulier le nôtre — vont enfin réagir de façon efficace et prendre des mesures économiques et politiques pour mettre l'Afrique du Sud au ban des nations tant que l'apartheid n'y sera pas aboli. Dulcie n'était pas une terroriste, elle se battait pour la liberté de son peuple et, par-delà, pour notre liberté à tous. »

« Mardi soir, il pleuvait rue de la Liberté... »

Ils préfèrent le FN

Le MRAP de Nantes avait demandé et obtenu une salle municipale. Normal, les responsables locaux s'y étaient pris trois mois à l'avance... Surprise, quelques jours avant la réunion prévue dans ladite salle, la réservation est annulée par la mairie de Nantes et l'on offre au MRAP une salle plus petite.

Le pourquoi : une autre réunion,

celle du Front national était prévue dans une salle voisine de la première. Tout ça a l'air un peu compliqué, mais signifie que lorsque deux réunions ont lieu dans un même bâtiment, c'est au FN que l'on donne la priorité et aux antiracistes qu'on demande de déménager ! Les quatre mille Nantais qui manifestaient contre Le Pen quelques jours avant apprécieront.

LES TRIBUNAUX ONT DU TRAVAIL.

Mme Richard, maire de Noisy-le-Grand (93) a été condamnée une seconde fois (après son appel) pour incitation à la discrimination raciale. A l'occasion de la livraison de logements neufs, elle avait fait voter au Conseil municipal un vœu demandant « l'arrêt immédiat de toute attribution de logement aux étrangers non membres de la Communauté européenne ».

Le MRAP s'était porté partie civile et obtient 5 000 F de dommages et intérêts. Mme le Maire devra, en outre, payer 5 000 F d'amende.

Minute avait bien diffamé le MRAP. Le tribunal l'a condamné à verser 40 000 F de dommages et intérêts. Histoire de lui apprendre à ne pas écrire n'importe quoi.

Les quinze agresseurs de

POSITIONS

■ **ASSASSINAT.** « Le MRAP exprime sa douleur et sa très vive indignation après l'assassinat de Dulcie September, représentante en France de l'ANC... » Le MRAP souligne que, désormais plus que jamais, les condamnations verbales ne sauraient suffire. Il demande fermement au gouvernement et au président de la République des sanctions diplomatiques et économiques vigoureuses contre le régime de Pretoria pour mettre fin à ses forfaits... » (29 mars).

■ **SHARPEVILLE.** Le MRAP a organisé le samedi 16 avril, avec les musiciens du groupe Urban Sax, une veillée de solidarité pour les Six de Sharpeville au square des Innocents, à Paris. Par ailleurs, le MRAP « s'associe aux deux manifestations prévues lundi 18 avril à Paris, l'une devant l'ambassade d'Afrique du Sud, l'autre de la Bastille à la République, pour demander, dans une ultime mobilisation de l'opinion française, l'annulation de la condamnation des Six de Sharpeville ainsi que des sanctions diplomatiques et économiques rigoureuses contre le régime d'apartheid. » (15 avril).

■ **ARRETEZ LES MASSACRES !** L'extermination au moyen de gaz toxiques de milliers d'hommes, femmes et enfants kurdes par les forces irakiennes ajoute un épisode particulièrement révoltant à l'histoire des crimes contre l'humanité. Ce n'est pas un hasard si les victimes appartiennent à un peuple dont les droits nationaux sont niés par les Etats de la région et qui lutte de longue date pour son indépendance. Les responsables de ces horreurs devront un jour en répondre, mais par-delà leur condamnation nécessaire, le MRAP entend souligner l'implication de grandes puissances, y compris la France,

qui fournissent technologies, armes et matériels pour de telles opérations et rendent ainsi possibles les tueries quotidiennes de la guerre entre l'Irak et l'Irak. Dans ce conflit dit « local », comme dans beaucoup d'autres dans le monde, ce sont les populations les plus pauvres, les plus méprisées qui voient leur malheur s'aggraver. Il est urgent que l'opinion intervienne activement pour exiger l'arrêt concerté des fabrications d'armes chimiques, pour que l'on cesse de détruire, à des fins invouables, la vie et l'espoir des hommes.

■ **VEILLEE.** Le MRAP, les musiciens d'Urban Sax, ont décidé de manifester ensemble leur solidarité avec les Six de Sharpeville et les soixante autres résistants sud-africains condamnés à mort par le régime d'apartheid. Deux jours avant l'expiration du sursis obtenu pour les Six de Sharpeville, les Parisiens étaient invités à se retrouver le samedi 16 avril pour une veillée de la liberté, square des Innocents (Paris-1^{er}) (13 avril).

■ **NEGOCIATION.** Qui peut, un instant, penser que la paix au Proche-Orient surgira de l'assassinat des dirigeants de l'OLP, des attentats, des détournements d'avions, des prises d'otages ? Qui peut penser que blesser, tuer chaque jour plus de manifestants dans les territoires occupés, mettra fin aux aspirations du peuple palestinien ? Il faut que se fassent davantage entendre ceux qui pensent qu'il n'y a pas d'autre voie que la négociation pour aboutir à la reconnaissance du droit à l'existence du peuple palestinien dans un Etat indépendant, à la sécurité du peuple israélien dans des frontières reconnues par tous. C'est à cette tâche que se consacre le MRAP (17 avril).

Patrick Bouakaz, Mohammed Essabahi et son épouse ont été condamnés par le tribunal de Carcassonne. De neuf à douze mois de prison pour trois d'entre eux, les autres prenant tous six mois avec sursis. Les victimes reçoivent aussi 20 000 F de dommages et intérêts. Le MRAP s'était constitué partie civile.

Les agresseurs de Arezki Hadouche, passé à tabac le 21 août 1987 par trois hommes

LA GAMME MAJEURE



legal
Le Goût